

RAPPORT ANNUEL 2008

**DU CONSEIL REGIONAL DE L'EPARGNE PUBLIQUE ET
DES MARCHES FINANCIERS**

Rapport Annuel 2008

crepmf

TABLE DES MATIERES

LE MOT DU PRESIDENT	13
I. CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER	15
I.1. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL ET SOUS - RÉGIONAL	17
I.2. EVOLUTION DES MARCHÉS FINANCIERS INTERNATIONAUX	18
I.3. EVOLUTION DES MARCHÉS FINANCIERS AFRICAINS.	19
II. ACTIVITES	21
II.1. ACTIVITÉS DU CONSEIL RÉGIONAL.	23
II.1.1. Réunions des organes délibérants	23
II.1.2. Activités de régulation	24
II.1.2.1. Revue des textes du marché financier régional.	24
II.1.2.2. Mise en place des « Règles Comptables Spécifiques applicables aux intervenants agréés »	24
II.1.2.3. Approbation des Commissaires aux Comptes	24
II.1.2.4. Homologation des tarifs	24
II.1.2.5. Délivrance de cartes professionnelles	24
II.1.2.6. Agrément des intervenants	26
II.1.2.7. Habilitation des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM).	27
II.2. CONTRÔLE DES ACTEURS DU MARCHÉ	30
II.2.1. Contrôle et suivi des structures centrales (BRVM et DC/BR)	30
II.2.2. Contrôle et suivi des intervenants commerciaux	31
II.2.3. Contrôle et suivi des émetteurs	35
II.2.4. Surveillance du marché	36
II.2.5. Contrôle et suivi des avoirs-titres et espèces des clients.	36
II.2.6. Traitement des plaintes et réalisation des enquêtes	37
II.2.7. Sanctions	37

II.3. ACTIVITÉS DU MARCHÉ	37
II.3.1. Le marché primaire	37
II.3.2. Le marché secondaire	40
II.4. ACTIVITÉS DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL (PDMFR)	44
II.4.1. Contexte	44
II.4.2. Etat d'exécution des principales sous-composantes du volet « Assistance Technique et Appui Institutionnel »	44
II.4.2.1. Dynamisation et accroissement de l'efficacité du marché financier	45
II.4.2.2. Formation du Conseil Régional et des Acteurs du Marché	46
II.4.2.3. Appui à la politique d'intégration régionale	46
II.4.2.4. Développement des activités du marché secondaire	47
II.5. RELATIONS INTERNATIONALES ET PARTENARIATS	47
II.5.1. Participation aux rencontres internationales	47
II.5.2. Participation aux sous-régionales	48
III. SITUATION FINANCIERE DU CONSEIL REGIONAL	51
III.1. LES COMPTES DE BILAN	53
III.2. LES COMPTES DE RÉSULTAT	54
III.3. LE CONTRÔLE PAR LA COUR DES COMPTES	55
ANNEXES	57
Annexe 1 : Organisation du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers	59
Annexe 2 : Situation Financière des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation au 31 décembre 2008	60
Annexe 3 : Missions d'inspection réalisées en 2008	61
Annexe 4 : Evolution des indices boursiers des places financières africaines en 2008 (plus fortes hausses et baisses)	62
Annexe 5 : Bilan au 31 décembre 2008 du CREPMF	63
Annexe 6 : Comptes de Résultat au 31 décembre 2008 du CREPMF	65
Annexe 7 : Tableau d'évolution du nombre d'acteurs entre 2004 et 2008	67

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AA	: Apporteur d’Affaires
ACDI	: Agence Canadienne de Développement International
AFD	: Agence Française de Développement
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BM	: Banque Mondiale
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTCC	: Banques Teneurs de Comptes et Conservateurs
CIMA	: Conférence Interafricaine des Marchés d’Assurances
COSUMAF	: Commission de Surveillance du Marché Financier de l’Afrique Centrale
CREPMF	: Conseil Régional de l’Epargne Publique et des Marchés Financiers
DC/BR	: Dépositaire Central / Banque de Règlement
ETI	: Ecobank Transnational Incorporated
FANAF	: Fédération des Sociétés d’Assurances de Droit National Africaines
FCP	: Fonds Commun de Placement
FMI	: Fonds Monétaire International
IFREFI	: Institut Francophone de la Régulation Financière
OICV	: Organisation Internationale des Commissions de Valeurs
OPCVM	: Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
PIB	: Produit Intérieur Brut
SGI	: Société de Gestion et d’Intermédiation
SOAGA	: Société Ouest Africaine de Gestion d’Actifs
SICAV	: Société d’Investissement à Capital Variable
PDMFR	: Projet de Développement du Marché Financier Régional
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1** : Réunions des organes délibérants
- Tableau 2** : Cartes professionnelles délivrées par le Conseil Régional en 2008
- Tableau 3** : Principales caractéristiques du FCP BRM DYNAMIQUE
- Tableau 4** : Principales caractéristiques du FCP BRM OBLIGATAIRE
- Tableau 5** : Principales caractéristiques du FCP POSTEFINANCES HORIZON
- Tableau 6** : Principales caractéristiques du FCP SODECI
- Tableau 7** : Principales caractéristiques du FCP CIE
- Tableau 8** : Chiffres-clés de la situation financière de la BRVM (en millions de FCFA)
- Tableau 9** : Chiffres-clés de la situation financière du DC/BR (en millions de FCFA)
- Tableau 10** : Emissions sur le marché primaire (en millions de FCFA)
- Tableau 11** : Opérations sur titres de capital de l'année 2008
- Tableau 12** : Emprunts obligataires de l'année 2008
- Tableau 13** : Evolution des indices sectoriels de 2006 à 2008
- Tableau 14** : Evolution des capitalisations boursières par compartiment (2003-2008), en milliards de FCFA
- Tableau 15** : Evolution des capitalisations boursières sectorielles (2006-2008), en milliards de FCFA
- Tableau 16** : Bilan en grandes masses (en milliers de FCFA)
- Tableau 17** : Comptes de résultat en grandes masses (en milliers de FCFA)

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1** : Evolution de la levée des ressources de 2004 à 2008 (en millions de FCFA)
- Graphique 2** : Répartition sectorielle des financements par le marché des obligations en 2008
- Graphique 3** : Evolution de la capitalisation boursière par secteur d'activités en 2007 et en 2008

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2008

Mars

- Tenue, le 23 mars 2008, à Ouagadougou (Burkina Faso) du séminaire de restitution des Règles Comptables Spécifiques applicables aux intervenants agréés du marché et présentation du Guide d'application y relatif à l'intention des dirigeants des structures concernées.

Juillet

- Tenue, les 08 et 10 juillet 2008, à Lomé (Togo) des séminaires de validation des études relatives à la réforme des garanties et de la notation ainsi qu'à la mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation au sein de l'UEMOA.

Novembre

- Organisation, le 7 novembre 2008 à Cotonou (Bénin), d'un forum à l'intention des dirigeants de banques, sur le thème « Recapitalisation des banques et opportunités du Marché Financier Régional ».

ORGANISATION ET COMPOSITION DU CONSEIL REGIONAL AU 31 DECEMBRE 2008

Conseil Régional

Martin N. GBEDEY	Président, Membre représentant le Bénin
Tibila KABORE	Membre représentant le Burkina Faso
Romain Kouassi YAO	Membre représentant la Côte d'Ivoire
Sêco CAMARA	Membre représentant la Guinée Bissau
Sidi Almoctar OUMAR	Membre représentant le Mali
Maman OUSMANE	Membre représentant le Niger
Cheikh Tidiane DIOP	Membre représentant le Sénégal
Sabi Méyébinawè PANA	Membre représentant le Togo
Laurent Ogowa AGOSSA	Membre représentant le Président de la Commission de l'UEMOA
Kodzo Mawuena DOSSA	Membre représentant le Gouverneur de la BCEAO
René EDI	Membre, Expert Comptable
Seïdou Adamou MAZOU	Membre, Magistrat

Comité Exécutif

Martin N. GBEDEY	Président, Membre représentant le Bénin
Kodzo Mawuena DOSSA	Membre représentant le Gouverneur de la BCEAO
Sêco CAMARA	Membre représentant la Guinée Bissau
Sidi Almoctar OUMAR	Membre représentant le Mali

Secrétariat Général

Edoh Kossi AMENOUNVE	Secrétaire Général
----------------------	--------------------



Martin N. GBEDEY,
Président du CREPMF

LE MOT DU PRESIDENT

2008 : Une année de « résistance »

L'année 2008 a été caractérisée par le ralentissement du rythme de croissance dans les pays industrialisés, en particulier aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe, en raison des répercussions de la crise financière internationale et des pertes enregistrées par de nombreuses institutions financières. Cependant, pour le marché financier de l'UMOA, elle peut-être considérée comme une année de « résistance ».

En effet, malgré les turbulences observées sur l'ensemble des places financières internationales, celle de l'Union a terminé l'année 2008 par un recul relativement faible des activités du marché. Outre l'importante opération d'augmentation de capital effectuée par ETI en 2008, plusieurs nouvelles émissions d'emprunts obligataires et de titres sur capital ont été également enregistrées.

C'est ainsi que sur le marché primaire, le Conseil Régional a autorisé et enregistré 12 opérations financières en 2008 contre 21 en 2007. L'ensemble des ressources mobilisées sur le marché financier au titre de l'année 2008 a été marqué par un repli de 43 % à 147,1 milliards de FCFA, contre 258,1 milliards de FCFA en 2007.

L'année 2008 aura permis, sur le marché primaire, de lever 51,1 milliards de FCFA s'agissant des opérations sur titres de capital et 96 milliards de FCFA au titre des emprunts obligataires.

En ce qui concerne le marché secondaire en quête d'un second souffle pour une nouvelle impulsion, aucune nouvelle introduction en bourse à son compartiment des actions n'a été enregistrée. Sur le compartiment obligataire, trois titres ont été radiés contre 4 nouvelles admissions portant le nombre de lignes à 29 titres au 31 décembre 2008 contre 28 en 2007.

La capitalisation du marché s'est, quant à elle, inscrite en baisse de 11 % à 3 852 milliards de FCFA, en liaison avec le repli de certains titres sous l'influence du contexte économique régional et mondial. Dès lors, l'indice de référence du marché "action", le BRVM Composite s'est déprécié de 11 % à 178,2 points. Il en est de même pour le BRVM 10 qui a reculé de 15 % à 192,0 points.

Comparé aux performances réalisées en 2007, le repli observé en 2008 au niveau du marché primaire et du marché secondaire traduit une certaine résistance face aux turbulences enregistrées sur les autres places financières internationales. Ainsi, le marché financier régional reste toujours une source de financement alternative des économies des pays de l'Union malgré la crise financière dont les effets secondaires affectent les économies, et tirent les indices vers le bas.

Face à un environnement international marqué par la crise financière, la faillite de grandes institutions financières et le recul de la croissance économique mondiale en 2008, le Conseil Régional a poursuivi ses activités traditionnelles et ses actions de développement du marché financier de l'Union avec pour objectif de garantir la transparence et l'intégrité du marché en lui assurant un développement harmonieux.

Les actions de développement du marché financier régional s'inscrivent dans le cadre du Projet de Développement du Marché Financier Régional (PDMFR) qui a connu, au cours de l'année 2008, des avancées significatives. Il s'agit notamment de l'étude relative à la réforme des garanties et de la notation, de la revue des textes réglementaires, et de l'étude portant sur la mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation au sein de l'UEMOA qui ont été finalisées. L'année 2009 devrait voir l'adoption de textes spécifiques couvrant ces questions pour une redynamisation des activités du marché financier de l'Union.

Par ailleurs, au cours de l'année 2008, le CREPMF a poursuivi sa politique d'amélioration de la qualité de l'information diffusée sur le marché en procédant à l'approbation des Commissaires aux Comptes des sociétés faisant appel public à l'épargne et des acteurs agréés. Ainsi, 4 nouveaux Commissaires aux Comptes ont été approuvés, portant le nombre total à 24 approuvés par le Conseil Régional.

L'année 2008 marque également la première année de mise en application effective des Règles Comptables Spécifiques applicables aux acteurs agréés du marché. Rappelons qu'il s'agit d'un outil visant à renforcer le contrôle prudentiel de ces acteurs.

Le Conseil Régional a, en outre, poursuivi sa participation aux rencontres internationales, notamment celles de l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs (OICV) et de l'Institut Francophone de la Régulation Financière (IFREFI). Du reste, le Conseil Régional a été porté à la vice-présidence de l'IFREFI le 05 avril 2008 à Monaco pour les deux prochaines années et a eu l'insigne honneur d'être désigné pour abriter la réunion annuelle de 2009 à Cotonou au Bénin.

Ce sera pour le Conseil Régional l'occasion d'accueillir en terre africaine ses homologues francophones dans un cadre propice au travail mais également à la découverte des richesses culturelles de notre continent.

Au cours des années à venir, le Conseil Régional continuera à œuvrer pour le développement du marché financier de l'UEMOA, en vue de le rapprocher davantage des standards internationaux malgré le contexte actuel de turbulence des marchés financiers internationaux. Je considère que ce contexte représente un nouveau défi pour les marchés naissants ou émergents qui doivent en tirer des enseignements pour une meilleure régulation financière.

Comment terminer mes propos, sans adresser mes vives félicitations ainsi que mes encouragements à ces hommes et ces femmes qui, au quotidien donnent le meilleur d'eux-mêmes afin que le marché financier régional judicieusement régulé puisse contribuer encore plus efficacement au développement économique de nos pays ainsi qu'au bien-être de nos populations.

Martin N. GBEDEY
Président du Conseil Régional

CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER

I.1. EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL ET SOUS - RÉGIONAL

L'effondrement du marché américain des prêts hypothécaires à risque en 2007 a engendré de profonds bouleversements financiers à l'échelle mondiale durant l'année 2008. Ces perturbations se sont intensifiées avec les faillites spectaculaires de plusieurs établissements financiers. Ce fut le cas en septembre 2008 de la prestigieuse banque d'affaires américaine Lehman Brothers⁽¹⁾. La faillite de cette banque d'investissement a marqué un tournant décisif dans la crise. En effet, elle s'est caractérisée par une accentuation de la crise de confiance des investisseurs dans le système financier. Il s'en est suivi un affolement des bourses mondiales marqué par un net repli des valeurs du secteur bancaire. De plus, s'est installée une crise de liquidité sur les marchés interbancaires, exposant les banques au risque de défaut de contrepartie. D'autres instruments de financement de court terme ont été aussi déstabilisés, particulièrement le marché américain des billets de trésorerie. Par ailleurs, la faillite de Lehman Brothers a accéléré la dégradation de la situation financière de la plus grande compagnie d'assurance américaine, AIG⁽²⁾, et précipité son sauvetage exceptionnel par la Réserve Fédérale Américaine à hauteur de 85 milliards de dollars US.

Pour pallier les faillites enregistrées dans le secteur bancaire mondial, de nombreux plans de sauvetage et opérations de restructuration financière ont été mis en place avec des résultats mitigés. Ces différents événements ont eu pour conséquence la résurgence du risque systémique qui va contribuer à détériorer la qualité des actifs financiers, à dévaloriser les produits de crédits structurés et à favoriser le manque de liquidité bancaire. Ces facteurs cumulés ont, par ailleurs, engendré la mutation de la crise de la sphère financière vers la sphère réelle en fin d'année 2008.

Cette transmission de la crise à la sphère réelle a eu pour effet le repli du PIB mondial qui s'est stabilisé à 3,7 % en fin 2008 contre 5,2 % en 2007. Face à cette situation, plusieurs pays à travers leurs Banques Centrales ont effectué des interventions répétitives en procédant à une réduction concertée de leurs taux directeurs ainsi qu'à une injection massive de liquidités en vue de soutenir le système financier et relancer l'économie mondiale.

Aux **Etats-Unis**, les perturbations déjà enregistrées sur les marchés financiers au milieu de l'année 2007 se sont ensuite amplifiées en 2008. Au cours de cette année, le ralentissement de l'activité économique en cours depuis décembre 2007 s'est confirmé. Le PIB en volume s'est contracté en rythme annualisé de 0,5 % au troisième trimestre 2008, après une expansion de 2,8 % au trimestre précédent. Cette contraction s'est maintenue au dernier trimestre de l'année avec l'aggravation de la situation sur le marché du travail et le resserrement de la disponibilité du crédit dans un contexte d'accentuation des tensions sur les marchés de capitaux.

⁽¹⁾ *Lehman Brothers* était une banque d'investissement multinationale proposant des services financiers diversifiés. Lehman Brothers a été un acteur dans les domaines de la banque d'investissement, actions et obligations, études de marché, capital-investissement et banque privée. C'était un acteur majeur du marché des emprunts d'État américains.

⁽²⁾ *American International Group, Inc. (AIG)* est un leader mondial de l'assurance et des services financiers. Son réseau s'étend à plus de 130 pays. Ses clients sont des particuliers, des institutions et des entreprises. Aux États-Unis, AIG est le plus grand assureur pour le commerce et l'industrie.

La **Zone Euro** est entrée en récession à la fin de l'année 2008. Elle a en effet subi entre 2007 et 2008 trois grands chocs macroéconomiques marqués par la hausse du prix de l'énergie, celle des produits alimentaires et l'assèchement du crédit bancaire. L'effet global de ces chocs s'est fait fortement ressentir dans la zone, bien que l'appréciation de la monnaie ait eu un effet d'amortissement sur les prix à l'importation.

Le **Japon** dont l'économie dépend fortement de ses exportations a souffert du repli de la demande aux Etats-Unis et en Zone Euro mais également de la faiblesse de la demande intérieure. Les interventions de l'Etat et de la Banque Centrale qui a abaissé significativement le loyer de l'argent n'ont pas pu enrayer le repli de la demande. La production industrielle japonaise s'est également effondrée de 3,1 % en octobre et de 8,5 % en novembre 2008 par rapport aux mois précédents.

Après cinq années consécutives de croissance à deux chiffres, la **Chine** a enregistré en 2008 un taux de croissance de 9 %, passant sous la barre des 10 % selon le Bureau National des Statistiques. En raison du ralentissement de l'activité économique, la production industrielle chinoise a enregistré une croissance de 12,9 % contre 18,5 % en 2007.

En **Afrique Subsaharienne**, l'envolée des prix des denrées alimentaires et du pétrole, le ralentissement de la croissance et les turbulences financières mondiales n'ont pas été sans conséquence sur l'économie de cette région du monde. Ainsi, la croissance économique de la zone s'est établie à environ 6 % en 2008 contre 6,5 % en 2007. Dans le même temps, l'inflation a atteint 12 % en 2008 alors qu'elle était en dessous de 10 % il y a un an.

En **Zone UEMOA**, alors que les prévisions tablaient sur une croissance de 4,2 % pour l'année 2008, le taux de croissance du PIB brut, en termes réels réalisé est de 3,9 % contre 3,3 % en 2007. Les tensions inflationnistes se sont poursuivies dans la zone tout au long de l'année 2008. C'est ainsi qu'en glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 7 % en septembre 2008 contre 2,2 % un an auparavant. De même, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'est inscrit en hausse de 3,3 % en fin septembre 2008. La compétitivité de l'Union en 2008, évaluée à partir de l'évolution du taux de change effectif réel, s'est détériorée suite à l'effet combiné de la dépréciation des monnaies des principaux pays partenaires et du différentiel d'inflation défavorable à l'UEMOA.

I.2. EVOLUTION DES MARCHÉS FINANCIERS INTERNATIONAUX

L'année 2008 a enregistré une forte chute des principaux marchés boursiers à travers le monde. Cette chute s'est traduite par le repli des cours des actions des grandes banques et institutions financières ainsi que de plusieurs multinationales, en raison des incertitudes sur l'évolution de l'économie mondiale suite à la crise financière internationale. Aux Etats-Unis, le Dow Jones a enregistré une chute de 33,8 %. Sur la même période, le Nasdaq a cédé 40,5 % et le Standard & Poors 38,5 %.

En Europe, la place boursière de Londres a inscrit la moins forte baisse en 2008 avec un repli de 31,3 % du FTSE 100. La place britannique est suivie de Zurich, Madrid et Francfort qui ont enregistré des baisses respectives de 34,7 %, 39,4 % et 40,4 %, tandis que le CAC 40 s'est replié de 42 %. La plus forte chute à l'échelle mondiale est celle de l'Islande dont l'indice boursier a chuté de 94,4 %.

I.3. EVOLUTION DES MARCHÉS FINANCIERS AFRICAINS

En Afrique, les indices boursiers ont également chuté en raison principalement de la sortie de capitaux de certains investisseurs étrangers de bourses de quelques pays, de la crise de confiance née de la crise financière mais également des anticipations sur le ralentissement de la croissance économique en liaison avec la récession que vont connaître les pays développés. Parmi les marchés boursiers africains, seule la bourse tunisienne a fini l'année au-dessus de sa valeur de clôture de 2007, gagnant 2,2 % sur l'année. A contrario, le CASE-30 égyptien a perdu 56,4 % de sa valeur, suivi par la Bourse du Nigeria (NSE) avec un repli de 45,9 %, l'indice « All Share Index » de l'Ile Maurice (- 36,2 %), la Bourse de Nairobi (- 34,1 %), la Bourse de Johannesburg (- 25,7 %), l'indice « Moroccan All Shares Index » de la Bourse de Casablanca (- 12,9 %) et l'indice « BRVM Composite » de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (- 11 %).

ACTIVITES

II.1. ACTIVITÉS DU CONSEIL RÉGIONAL

II.1.1. Réunion des organes délibérants



Le Conseil Régional en réunion à Bamako le 27 septembre 2008

Au cours de l'année 2008, les organes délibérants du Conseil Régional ont tenu sept (07) réunions.

Ces réunions se répartissent comme suit :

- une session extraordinaire du Conseil Régional,
- trois sessions ordinaires du Conseil Régional,
- trois sessions du Comité Exécutif.

TABLEAU 1 : REUNIONS DES ORGANES DELIBERANTS

Date	Types de réunion	Lieu
26-janv-08	13 ^{ème} session extraordinaire du Conseil Régional	Abidjan, COTE D'IVOIRE
08-mai-08	37 ^{ème} session ordinaire du Conseil Régional	Cotonou, BENIN
09-mai-08	22 ^{ème} session du Comité Exécutif	Cotonou, BENIN
28-juin-08	23 ^{ème} session du Comité Exécutif	Dakar, SENEGAL
27-sept-08	38 ^{ème} session ordinaire du Conseil Régional	Bamako, MALI
28-nov-08	39 ^{ème} session ordinaire du Conseil Régional	Cotonou, BENIN
29-nov-08	24 ^{ème} session du Comité Exécutif	Cotonou, BENIN

II.1.2. Activités de régulation

II.1.2.1. Revue des textes du marché financier régional



Edoh Kossi AMENOUNVE
Secrétaire Général du CREPMF

Après plusieurs années de fonctionnement, le Conseil Régional a entamé depuis 2004 avec l'appui de Cabinets d'avocats internationaux la revue générale des textes régissant le marché financier de l'UEMOA.

Cette revue est également motivée par le souci de rapprochement des standards internationaux notamment des principes de l'OICV. Ce grand chantier a connu au cours de l'année sous revue des avancées significatives marquées par la finalisation de l'élaboration des nouveaux textes.

Ces textes ont fait l'objet d'une consultation de place en juillet 2008 et leur adoption est prévue en 2009.

II.1.2.2. Mise en place des « Règles Comptables Spécifiques applicables aux intervenants agréés »

Le Conseil des Ministres de l'UEMOA avait adopté en juin 2006, les Règles Comptables Spécifiques applicables aux intervenants agréés qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Le Conseil Régional a organisé, le 23 mars 2008 à Ouagadougou, un séminaire et une formation sur le Guide d'application desdites Règles à l'intention des dirigeants des structures agréées du marché financier régional.

II.1.2.3. Approbation des Commissaires aux Comptes

Suivant les dispositions de l'article 21 alinéa 6 de l'Annexe à la Convention portant composition, organisation, fonctionnement et attributions du Conseil Régional et celles de l'Instruction n° 31/2005, le Conseil Régional a agréé au fur et à mesure les Commissaires aux Comptes désignés par les sociétés cotées et les intervenants agréés après examen de leurs dossiers.

Ce tableau a été complété par quatre (4) Commissaires aux Comptes qui ont été approuvés lors de la 37^{ème} session ordinaire du Conseil Régional tenue à Cotonou (Bénin) le 22 avril 2008.

II.1.2.4. Homologation des tarifs

Le 26 janvier 2008, le Conseil Régional a procédé à l'homologation des tarifs de la SGI ACTIBOURSE. Toutefois, il a engagé des réflexions afin d'adopter une grille harmonisée de tarification des activités sur le marché afin de contenir la multiplication anarchique des rubriques de tarification, nuisible à la compétitivité du marché.

II.1.2.5. Délivrance de cartes professionnelles

En application des dispositions réglementaires en vigueur, le Conseil Régional a délivré 81 cartes professionnelles aux acteurs agréés en 2008 contre 77 durant l'exercice 2007.

Les cartes professionnelles délivrées en 2008 se répartissent, par structures bénéficiaires, comme ci-après :

TABLEAU 2 : CARTES PROFESSIONNELLES DELIVREES PAR LE CONSEIL REGIONAL EN 2008

Structures	Cartes délivrées
Sociétés de Gestion et d'Intermédiation	
ACTIBOURSE	03
AFRICABOURSE	05
AFRICAIN DE BOURSE	04
ATLANTIQUE FINANCE	01
BIAO FINANCE & ASSOCIES	04
BIBE FINANCE & SECURITIES	04
BICI BOURSE	01
BMCE-CAPITAL	03
BNI FINANCES	04
CGF BOURSE	03
CITICORP SECURITIES WEST AFRICA	02
EDC INVESTMENT CORPORATION	05
HUDSON & CIE	01
IMPAXIS SECURITIES	04
SOCIÉTÉ BURKINABÉ D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE	05
SGI BENIN	05
SGI MALI	02
SGI TOGO	03
SOGEBOURSE	05
Société de Gestion de Patrimoine	
PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT	07
Sociétés de Gestion d'OPCVM	
CGF GESTION	02
ECOBANK ASSET MANAGEMENT	02
OPTI ASSET MANAGEMENT	01
SOAGA	03
Apporteurs d'Affaires	
KOFFI INNOCENT ERIC	01
OSSENI ABDEL SAMAD	01

II.1.2.6. Agrément des intervenants

Le CREPMF a procédé à l'agrément de sept (7) nouveaux intervenants durant l'année 2008. Il s'agit d'un (1) Apporteur d'Affaires personne physique, de deux (2) Sociétés de Gestion d'Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM), de trois (3) Banques Teneurs de Compte/Conservateur et d'une (1) Société de Gestion et d'Intermédiation.

Le Conseil Régional a par ailleurs retiré l'agrément à un (1) intervenant. Au total, au 31 décembre 2008, le nombre d'intervenants agréés du marché financier de l'UEMOA s'élève à 56 contre 45 à la fin de l'année 2007 (Voir Annexe 7).

A. Agréments accordés

Les agréments accordés au cours de l'année sous revue se présentent comme ci-après :

- Agrément de Monsieur CASSAIGNAN Yéo Antoine en qualité d'Apporteur d'Affaires sur le marché financier de l'UMOA. L'agrément de Monsieur CASSAIGNAN Yéo Antoine a été enregistré sous le N° AA-08-001.
- Agrément de la Banque Régionale de Marchés (BRM) en qualité de Banque Teneur de Compte/Conservateur (BTCC) sur le marché financier de l'UMOA. L'agrément de la BRM a été enregistré sous le N° TCC-08-001.
- Agrément de la Bank Of Africa - Côte d'Ivoire (BOA-CI) en qualité de Banque Teneur de Compte/Conservateur sur le marché financier de l'UEMOA. L'agrément de la BOA-CI a été enregistré sous le N° TCC/08-002.
- Agrément de la United Bank for Africa - Côte d'Ivoire (UBA-CI) en qualité de Banque Teneur de Compte/Conservateur sur le marché financier de l'UEMOA. L'agrément de la UBA-CI a été enregistré sous le N° TCC/08-003.
- Agrément de la BRM Asset Management en qualité de Société de Gestion d'OPCVM (SGO) sur le marché financier de l'UMOA. L'agrément de la BRM Asset Management a été enregistré sous le N° SG/08-001.
- Agrément de la société BNI GESTION en qualité de Société de Gestion d'OPCVM sur le marché financier de l'UMOA. L'agrément de la société BNI GESTION a été enregistré sous le N° SG/08-002.
- Agrément de la société PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT, précédemment Société de Gestion de Patrimoine (SGP) en qualité de Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI). L'agrément de la société PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT a été enregistré sous le N° SGI/08-01.

B. Agréments retirés

L'année 2008 a été marquée par un seul retrait d'agrément. Il s'agit de celui accordé à la société PHOENIX CAPITAL MANAGEMENT en qualité Société de Gestion de Patrimoine (SGP). La décision du CREPMF a été motivée par le fait que cette société a souhaité se diversifier en optant pour une transformation en Société de Gestion et d'Intermédiation (SGI) sur le marché financier régional.

II.1.2.7. Habilitation des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM)

Au cours de l'année 2008, le CREPMF a autorisé la création de cinq nouveaux Fonds Communs de Placement (FCP). Ainsi, au 31 décembre 2008, huit (08) sociétés de gestion d'OPCVM gèrent seize (16) FCP et une (01) Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) (Voir Annexe 7).

- Agrément du FCP BRM DYNAMIQUE

TABEAU 3 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FCP BRM DYNAMIQUE

Dénomination	BRM DYNAMIQUE
Forme juridique	Fonds Commun de Placement de capitalisation
Promoteurs	Banque Régionale de Marchés (BRM) BRM-Asset Management (BRM-AM)
Valeur liquidative d'origine	10 000 FCFA
Forme des parts	Titres dématérialisés inscrits en compte auprès de BRM SA, Dépositaire du Fonds
Dépositaire	Banque Régionale de Marchés (BRM)
Société de Gestion	BRM-Asset Management (BRM-AM)
Commissaires aux Comptes	Cabinet 2CS (Titulaire) Cabinet CICE (Suppléant)
Orientation de gestion	BRM DYNAMIQUE est un fonds à dominante actions (60 %)
Souscripteurs visés	Toute personne physique ou morale
Lieux de souscription	Les souscriptions sont reçues au siège de la BRM SA et auprès des établissements mandatés par la Société de Gestion.

- Agrément du FCP BRM OBLIGATAIRE

TABLEAU 4 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FCP BRM OBLIGATAIRE

Dénomination	BRM OBLIGATAIRE
Forme juridique	Fonds Commun de Placement de capitalisation
Promoteurs	Banque Régionale de Marchés (BRM) BRM-Asset Management (BRM-AM)
Valeur liquidative d'origine	10 000 FCFA
Forme des parts	Titres dématérialisés inscrits en compte auprès de BRM SA, Dépositaire du Fonds
Dépositaire	Banque Régionale de Marchés (BRM)
Société de Gestion	BRM-Asset Management (BRM-AM)
Commissaires aux Comptes	Cabinet 2CS (Titulaire) Cabinet CICE (Suppléant)
Orientation de gestion	BRM OBLIGATAIRE est un fonds investi majoritairement en obligations à hauteur de 60 %.
Souscripteurs visés	Toute personne physique ou morale
Lieux de souscription	Les souscriptions sont reçues au siège de la BRM SA et auprès des établissements mandatés par la Société de Gestion.

- Agrément du FCP POSTEFINANCES HORIZON

TABLEAU 5 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FCP POSTEFINANCES HORIZON

Dénomination	POSTEFINANCES HORIZON
Forme juridique	Fonds Commun de Placement de distribution
Promoteurs	POSTEFINANCES CGF GESTION
Valeur liquidative d'origine	1 000 FCFA
Forme des parts	Titres dématérialisés inscrits en compte auprès de CGF BOURSE, Dépositaire du Fonds
Dépositaire	SGI CGF BOURSE
Société de Gestion	CGF GESTION
Commissaires aux Comptes	Cabinet MAZARS & GUERARD SENEGAL
Orientation de gestion	POSTEFINANCES est un fonds mixte constitué de 50 % d'actions, 45 % d'obligations et de 5 % de liquidités.
Souscripteurs visés	Toutes personnes morales et physiques
Lieux de souscription	Les souscriptions sont reçues au siège de POSTEFINANCES et de ses agences et auprès des établissements mandatés par la Société de Gestion.

- Agrément du FCP SODECI

TABLEAU 6 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FCP SODECI

Valeur liquidative d'origine	2 200 FCFA
Promoteurs	La Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI) et la SOGESPAR
Forme des parts	Titres dématérialisés
Dépositaire	SOGEBOURSE
Société de Gestion	SOGESPAR
Commissaires aux Comptes	Cabinet MAZARS et GUERARD (Titulaire) Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS Côte d'Ivoire (Suppléant)
Orientation de gestion	Le FCP SODECI est un Fonds Commun de Placement de type diversifié.
Souscripteurs visés	Employés de la SODECI
Lieux de souscription	Les souscriptions sont reçues au siège de la SOGESPAR, au siège et auprès des directions centrales et régionales de la SODECI.
Valorisation	Tous les jours de bourse.

- Agrément du FCP CIE

TABLEAU 7 : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU FCP CIE

Valeur liquidative d'origine	3 100 FCFA
Promoteurs	La Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) et la SOGESPAR
Forme des parts	Titres dématérialisés
Dépositaire	SOGEBOURSE
Société de Gestion	SOGESPAR
Commissaires aux Comptes	Cabinet MAZARS et GUERARD (Titulaire) Cabinet PRICEWATERHOUSECOOPERS Côte d'Ivoire (Suppléant)
Orientation de gestion	Le FCP CIE est un Fonds Commun de Placement de type diversifié.
Souscripteurs visés	Employés de la CIE
Lieux de souscription	Les souscriptions sont reçues au siège de la SOGESPAR, au siège et auprès des directions centrales et régionales de la CIE.
Valorisation	Tous les jours de bourse.

II.2. CONTRÔLE DES ACTEURS DU MARCHÉ

II.2.1. Contrôle et suivi des structures centrales (BRVM et DC/BR)

- **Respect de l'obligation d'information**

La BRVM et le DC/BR ont transmis au Conseil Régional leurs documents annuels provisoires de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

- **Contrôle sur place**

Au cours de l'année 2008, le Conseil Régional a réalisé une mission de contrôle auprès de la BRVM et du DC/BR. Ce contrôle, qui était le quatrième effectué par le Conseil Régional auprès de ces structures depuis leur agrément, a permis de constater que les conditions d'agrément sont globalement respectées.

Les quelques insuffisances relevées concernent l'organisation administrative, le gouvernement d'entreprise, le système de contrôle et le système d'information. Ces insuffisances, pour lesquelles des mesures correctives doivent être prises à brève échéance ne sont pas de nature à mettre en péril l'épargne investie à la BRVM.

- **Analyse de l'activité et de la structure financière**

BRVM

Sur le plan de l'exploitation, l'exercice clos le 31 décembre 2008 s'est soldé par un bénéfice net de 2 050 millions de FCFA, soit une augmentation de 44 % par rapport au résultat de l'année 2007 qui était de 1 419 millions de FCFA.

Les produits d'exploitation ont enregistré une hausse de 37 %, passant de 2 788 millions de FCFA à 3 829 millions de FCFA à fin 2008.

Les charges d'exploitation ont quant à elles connu une hausse de 26 %, à 1 831 millions de FCFA. Cette augmentation est partiellement imputable à l'évolution des postes « Services extérieurs » et « Dotations aux amortissements et provisions ».

S'agissant de la structure financière, elle se caractérise par le renforcement des fonds propres en progression de 48 % à 4 888 millions de FCFA contre 3 297 millions en 2007.

**TABLEAU 8 : CHIFFRES CLES DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA BRVM
(EN MILLIONS DE FCFA)**

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Total bilan	2 015	2 295	2 534	3 420	4 722	6 774
Fonds propres	676	1 030	1 380	2 185	3 297	4 888
Produits	1 254	1 367	1 547	2 179	2 926	3 972
Charges	1 160	1 048	1 191	1 370	1 507	1 922
Résultat net	+94	+319	+ 356	+ 809	+1 419	+2 050

(*) Chiffres provisoires

DC/BR

Le DC/BR a clôturé l'exercice 2008 avec un résultat bénéficiaire de 501 millions de FCFA, en hausse de 143 % par rapport à celui de l'exercice 2007. Cette hausse est en liaison avec le volume plus important de transactions réalisées au cours de l'année sous revue.

Quant au niveau des fonds propres, il s'est amélioré de 32 % à 2 074 millions de FCFA au 31 décembre 2008, contre 1 573 millions de FCFA en 2007.

**TABLEAU 9 : CHIFFRES CLES DE LA SITUATION FINANCIERE DU DC/BR
(EN MILLIONS DE FCFA)**

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Total bilan	1 580	2 327	2 588	4 804	5 290	7 156
Fonds propres	1 047	1 146	1 197	1 367	1 573	2 074
Produits	342	441	464	550	629	910
Charges	341	362	413	379	423	490
Résultat net	+0.9	+79	+51	+171	+206	+501

(*) Chiffres provisoires

II.2.2. Contrôle et suivi des intervenants commerciaux

Le contrôle et le suivi des intervenants commerciaux sont réglementés par les articles 23 à 26 de l'Annexe à la Convention portant création du Conseil Régional et les diverses Instructions.

Au cours de l'année 2008, le Conseil Régional a procédé à trois (3) types de contrôle auprès des intervenants commerciaux. Il s'agit :

- des contrôles sur pièces, réalisés sur la base des différents états et informations envoyés par ces intervenants au Conseil Régional. Ils permettent de suivre de façon permanente l'activité des structures concernées, notamment les moyens humains, matériels, financiers et organisationnels dont elles disposent pour l'exercice de leurs activités,
- des contrôles sur place, qui font l'objet d'un planning annuel. Ils nécessitent le déplacement des inspecteurs dans les locaux de la structure contrôlée,

En 2008, le Conseil Régional a réalisé des missions de contrôle sur place auprès de 17 acteurs, contre 22 en 2007. Ces missions ont principalement concerné huit Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI), deux Sociétés de Gestion d'OPCVM, deux Fonds Communs de Placement (FCP), une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV), deux Apporteurs d'Affaires et les deux structures centrales (BRVM et DC/BR),

- d'un contrôle thématique auprès des acteurs sur la gestion des avoirs-titres et espèces de leurs clients.

Contrôles sur pièces

- **Délai de transmission des états et informations**

Toutes les 20 SGI en activité, ont transmis au Conseil Régional leurs états financiers provisoires arrêtés au 31 décembre 2008.

Cinq (5) SGI ont transmis lesdits états dans le délai réglementaire, soit un taux de transmission de 25 % contre 30 % l'exercice précédent. Ce taux est en léger recul par rapport à l'exercice précédent où six SGI avaient respecté le délai réglementaire de transmission.

L'exploitation de ces informations fait apparaître que certaines SGI ne respectent pas les formats de présentation des états financiers de synthèse requis par les Règles Comptables Spécifiques.

- **Règle des fonds propres minimaux**

Sur la base des états financiers provisoires arrêtés au 31 décembre 2008, une seule SGI dispose de fonds propres inférieurs au seuil minimum requis de 150 millions de FCFA.

- **Analyse de l'activité et de la situation financière**

Cette analyse porte sur les données des 20 SGI en activité ayant transmis au Conseil Régional leurs états financiers provisoires arrêtés au 31 décembre 2008.

- Données du bilan

Le total bilan de l'ensemble des SGI est en hausse de 147 % et s'établit à 99 033 millions de FCFA au 31 décembre 2008, contre 40 143 millions de FCFA à la fin de l'exercice 2007.

Cette hausse est essentiellement induite par l'évolution patrimoniale de 17 SGI dont le total bilan a augmenté entre 1 % et 1 943 %. De façon plus spécifique, une SGI a vu son total bilan multiplié par 20,4 fois sa valeur au 31 décembre 2007 en liaison avec l'Offre Publique de Vente des actions ETI souscrites au cours de l'exercice sous revue.

- Fonds propres

Sur l'exercice 2008, 14 SGI ont connu un renforcement de leurs fonds propres de l'ordre de 9 % à 112 %.

Au total, sur les trois dernières années, les fonds propres des SGI ont progressé de 13 040 millions de FCFA à la fin de l'année 2006 à 16 338 millions de FCFA au 31 décembre 2008, soit un renforcement de 3 299 millions de FCFA (+25,3 %).

La rentabilité des fonds propres⁽³⁾ ressort à 30 % à la fin de l'exercice 2008, contre 38 % au 31 décembre 2007 et 27 % au 31 décembre 2006.

- Indicateurs de gestion

Globalement, les indicateurs de gestion des SGI sont en régression par rapport à ceux de l'exercice précédent. En effet, le résultat d'exploitation passe de 6 636 millions de FCFA au 31 décembre 2007 à 5 793 millions de FCFA à la fin de l'exercice 2008, soit une variation à la baisse de 13 %.

⁽³⁾ *Résultat net/Fonds propres*

Trois SGI ont franchi la barre de 500 millions de FCFA de résultat d'exploitation. Leur performance cumulée représente 59 % du résultat d'exploitation consolidé et 61 % du résultat net consolidé au 31 décembre 2008.

Sur la période sous revue, trois SGI ont réalisé un résultat net déficitaire contre une seule l'exercice précédent.

Contrôles sur place

Au cours de l'année 2008, le Conseil Régional a réalisé huit missions d'inspection auprès des SGI contre onze l'année précédente.

Il ressort globalement des missions d'inspection auprès des SGI que plusieurs améliorations sont encore nécessaires en matière d'administration et de gouvernement d'entreprise, de contrôle interne, de système d'information et d'organisation comptable.

En ce qui concerne la réglementation, des mesures doivent être prises par les SGI en vue du strict respect des dispositions en vigueur, notamment en matière de transmission d'informations au Conseil Régional, de détention de cartes professionnelles ainsi que de connaissance, de suivi et de gestion de leur clientèle.

Contrôle et suivi des SGP

Contrôles sur pièces

Suite à la transformation d'une SGP en SGI, une seule SGP est en activité sur le marché financier régional à la clôture de l'exercice sous revue. L'examen de ses états financiers provisoires arrêtés au 31 décembre 2008 montre que l'activité et la rentabilité de cette SGP ne sont pas encore effectives avec un chiffre d'affaires nul sur les deux derniers exercices.

Le résultat net de l'exercice 2008 est négatif de 22 millions de FCFA contre une perte de 12 millions de FCFA en 2007, soit une aggravation de 73 %.

Cette SGP ne respecte pas non plus la règle prudentielle relative aux fonds propres dont le seuil minimum est fixé à 40 millions de FCFA. En effet, au 31 décembre 2008, ses fonds propres s'élèvent à 5,8 millions de FCFA et sont inférieurs de moitié au capital social. Cette situation constitue également un manquement aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique. Enfin, cette SGP n'applique pas encore les Règles Comptables Spécifiques applicables aux intervenants agréés qui sont entrées en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008.

Contrôles sur place

Le Conseil Régional n'a pas effectué en 2008 de mission de contrôle sur place auprès de la seule SGP agréée.

Contrôle et suivi des BTCC

A la fin du premier semestre 2008, trois banques ont été agréées, en qualité de Teneurs de Compte/Conservateurs sur le marché financier régional, ce qui porte leur nombre à quatre.

Globalement, ces entités ont accusé des retards allant de 1 à 41 jours dans la transmission de la situation de leur portefeuille dédié à l'activité de conservation au 31 décembre 2008. Une banque a déclaré n'avoir pas conservé de titres ni d'espèces pour le compte de sa clientèle au cours de la période sous revue.

En fin 2008, ces BTCC détenaient pour le compte de leurs clients un portefeuille d'une valeur de 164 milliards de FCFA contre 87 milliards de FCFA détenus par la seule banque en activité au 31 décembre 2007, ce qui montre un accroissement de leur activité.

Contrôles sur place

Le Conseil Régional n'a pas effectué de contrôle sur place auprès des BTCC agréées au cours de l'année 2008.

Contrôle et suivi des OPCVM et de leurs Sociétés de Gestion

Contrôles sur pièces

- **Respect de la répartition et de l'emploi des actifs**

De façon générale, les OPCVM ne respectent pas les règles de répartition et d'emploi de leurs actifs. En effet, l'exploitation des états trimestriels de l'année 2008, montre qu'aucun des OPCVM n'a respecté la règle de répartition des actifs suivant laquelle leur portefeuille doit être constitué à hauteur d'au moins 85 % de valeurs mobilières ayant fait l'objet d'une émission publique ou admises à la cote de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières.

Par ailleurs, un seul Fonds Commun de Placement sur les seize (16) OPCVM agréés respecte la règle d'emploi de 10 % de ses actifs dans des valeurs mobilières émises par un même émetteur.

- **Analyse de l'activité et des résultats des OPCVM**

Les actifs gérés par les OPCVM agréés sur le marché financier régional ont enregistré une progression de 9 %, passant de 36,3 milliards de FCFA au 31 décembre 2007 à 39,4 milliards de FCFA au 31 décembre 2008.

Cependant, il ressort des contrôles sur pièces réalisés que les OPCVM et leurs Sociétés de Gestion ne respectent pas les formats de présentation des informations trimestrielles et annuelles prévus dans les Règles Comptables Spécifiques ainsi que leurs obligations de publication des actifs nets détenus. Hormis trois OPCVM, les autres ne procèdent pas à la publication de leurs valeurs liquidatives.

Contrôles sur place

Au 31 décembre 2008, des missions de contrôle ont été menées auprès de deux Fonds Communs de Placement et d'une Société d'Investissement à Capital Variable gérés par deux sociétés de gestion.

Ces missions ont révélé des infractions relatives à l'organisation administrative, aux activités exercées, aux règles de répartition des actifs et à la publication trimestrielle et annuelle d'informations.

Contrôle et suivi des Apporteurs d'Affaires en bourse (AA)

Deux des trois Apporteurs d'Affaires en activité ont fait l'objet de contrôles sur place au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Ces missions ont mis en évidence des infractions relatives à l'organisation administrative, aux activités exercées, à la non-communication d'informations financières exhaustives et /ou de contrats signés avec les autres acteurs du marché. Les missions d'inspection ont également mis en exergue de façon générale l'inexistence d'une organisation comptable appropriée.

Contrôle thématique

Le Conseil Régional a réalisé, au cours de l'année 2008, un contrôle thématique auprès des Conservateurs (SGI et BTCC) relatif à la gestion des avoirs-titres et espèces des clients.

L'étude relève que la gestion des avoirs-titres et espèces se fait globalement de façon satisfaisante. Toutefois, il existe des disparités entre les acteurs.

II.2.3. Contrôle et suivi des émetteurs

Le suivi des émetteurs du marché financier est réglementé par les Instructions n° 28/2001 et n° 29/2001 et porte sur les principaux aspects ci-après :

- **Le respect des délais de publication des informations périodiques**

- ***L'information semestrielle***

Au 31 décembre 2008, 31 sociétés ont publié leurs informations financières du 1^{er} semestre 2008 sur les 39 inscrites au compartiment actions de la BRVM dont 10 avec retard.

Huit (8) sociétés n'ont fourni aucune information sur leur situation financière intermédiaire.

- ***L'information annuelle***

Au 31 décembre 2008, sur les 39 sociétés cotées du compartiment actions, cinq (5) seulement ont transmis au Conseil Régional la totalité des documents annuels de l'exercice 2007 dont trois (3) avec retard. Ce taux de transmission est en recul de 25 % par rapport à l'exercice précédent où quinze (15) sociétés avaient communiqué au Conseil Régional des informations complètes.

Dix (10) autres sociétés contre quatorze (14) en 2008 ont fait parvenir, au Conseil Régional, l'ensemble des informations requises à l'exception des procès-verbaux d'Assemblées Générales. Vingt-deux (22) sociétés cotées n'ont transmis aucune information au Conseil Régional.

Sur les dix (10) sociétés du compartiment obligataire, trois (3) ont communiqué des informations complètes et deux (2) ont adressé au Conseil Régional des informations partielles. Cinq (5) sociétés (50 % des sociétés inscrites à ce compartiment) n'ont transmis aucune information.

Les émetteurs ont été invités au respect scrupuleux des dispositions réglementaires en vigueur.

- **L'information permanente**

- ***L'information importante***

L'année 2008 a été caractérisée par une amélioration de la publication d'informations sur le marché secondaire. En effet, trente-deux (32) communiqués de presse, contre dix-sept (17) l'année précédente, ont fait l'objet de publication au Bulletin Officiel de la Cote (BOC).

- ***Les déclarations de franchissement de seuil***

En 2008, le marché financier régional a enregistré douze (12) déclarations de franchissement de seuil relatives aux valeurs ABIDJAN CATERING, ETI, PHCI et PALM CI.

II.2.4. Surveillance du marché

La surveillance des transactions boursières a été améliorée au cours de l'année 2008. Le contrôle en temps réel des transactions boursières a été assuré tout au long de l'année 2008. Cette surveillance a été renforcée dans le contexte de crise financière pour déceler les comportements délictueux.

Au cours de l'année 2008, les divers contrôles du Conseil Régional n'ont pas révélé d'anomalies susceptibles d'entraver le bon fonctionnement du marché ou de mettre en danger l'épargne publique.

II.2.5. Contrôle et suivi des avoirs-titres et espèces des clients

Sur les vingt quatre (24) Conservateurs soumis à l'obligation de communication de leurs avoirs-titres et espèces, cinq (5) seulement ont respecté le délai de transmission requis, les autres ayant transmis cette information avec, en moyenne, 28 jours de retard contre 37 jours en 2007.

- **Clients résidents de la zone UEMOA**

Les avoirs-titres et espèces des clients résidents détenus auprès des Conservateurs s'élèvent à 1 523 milliards de FCFA au 31 décembre 2008 contre 1 573 milliards de FCFA à la fin de l'année 2007 soit une baisse de 3 %.

- **Clients hors UEMOA**

Au 31 décembre 2008, le total des avoirs-titres et espèces des clients non résidents de l'UEMOA détenus auprès des Conservateurs s'élève à 271 milliards de FCFA, soit 15,2 % des actifs totaux détenus sur le marché contre 16 % en 2007 représentant 251 milliards de FCFA.

Les avoirs-titres et espèces des clients non résidents de l'UEMOA représentent 7 % de la capitalisation boursière (3 851,36 milliards de FCFA) totale au 31 décembre 2008 contre 6,75 % de la capitalisation boursière (3 726 milliards de FCFA) au 31 décembre 2007.

Il faut souligner que le quatrième trimestre de l'exercice 2008 a été marqué par un désinvestissement des non résidents de près de 9 %. Cette évolution pourrait s'expliquer par les effets indirects de la crise financière internationale.

II.2.6. Traitement des plaintes et réalisation des enquêtes

- **Plainte**

Le CREPMF a poursuivi ses activités de traitement des plaintes des acteurs du marché financier régional. A la fin de l'exercice 2008, une seule plainte était en cours d'instruction.

- **Enquêtes**

Le Conseil Régional n'a réalisé aucune enquête au cours de l'exercice 2008.

II.2.7. Sanctions

Le Conseil Régional a prononcé des sanctions contre cinq (5) intervenants agréés au cours de l'année 2008.

Ces sanctions constituent des blâmes et injonctions à l'effet de procéder, dans des délais précis, à la régularisation des infractions commises et à la communication au Conseil Régional des informations requises

II.3. ACTIVITÉS DU MARCHÉ

II.3.1. Le marché primaire

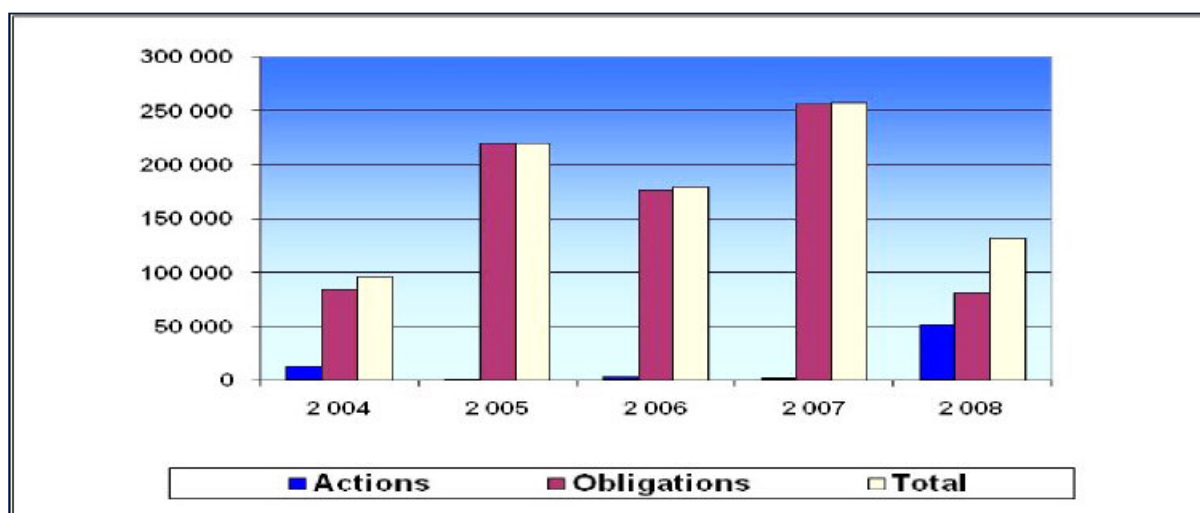
Au titre de l'année 2008, les ressources mobilisées sur le marché financier ont enregistré une baisse de 43 % en s'établissant à 147,1 milliards de FCFA contre 258,1 milliards de FCFA en 2007.

Le tableau et le graphique ci-dessous retracent les activités du marché primaire de 2004 à 2008.

TABLEAU 10 : EMISSIONS SUR LE MARCHE PRIMAIRE (EN MILLIONS DE FCFA)

Rubriques	2004	2005	2006	2007	2008	Total	%
Emprunts obligataires (a)	84 700	219 696	176 500	256 928	96 009	833 832	92,50%
Etats	0	131 131	120 500	161 070	61 416	474 117	52,62%
Organisations Régionales et Int.	25 200	25 000	46 000	22 528	22 793	141 521	15,71%
Secteur privé	20 500	19 800	10 000	63 130	1 800	115 230	12,79%
Entreprises publiques	39 000	43 765	0	10 200	10 000	102 965	11,43%
Opérations sur titres de capital (b)	11 829	433	2 562	1 197	51 190	67 211	7,46%
Offres Publiques de Vente	11 141		2 150	561	50 076	63 928	7,09%
Placements Etrangers	688	433	412	636	1 114	3 283	0,36%
Total mobilisé (a) + (b)	96 529	220 129	179 062	258 125	147 198	901 043	100,00%

**Graphique 1 : Evolution de la levée de ressources de 2004 à 2008
(en millions de FCFA)**



Il ressort du tableau 10 que le montant cumulé des emprunts de 2004 à 2008 s'élève à 834 milliards de FCFA, soit 92,54 % des ressources totales levées sur la période alors que les émissions d'actions se chiffrent à 67,2 milliards de FCFA. La part des fonds levés par les Etats de l'Union se chiffre à 474,1 milliards de FCFA, soit 52,62 % contre respectivement 15,7 %, 12,8 % et 11,4 % pour les Organisations régionales et internationales, le secteur privé et les entreprises publiques.

Ces chiffres montrent la prépondérance des titres de créances notamment des emprunts des Etats sur le marché financier de l'UMOA par rapport aux titres de capital. Le marché demeure encore un marché d'endettement qui finance faiblement le secteur privé.

Les tableaux et le graphique ci-après donnent le détail par catégorie de titres pour l'année 2008.

- L'information permanente

TABEAU 11 : OPERATIONS SUR TITRES DE CAPITAL DE L'ANNEE 2008

Rubriques	Nature de l'opération	Date d'autorisation	N° Visa ou enregistrement	Montant réalisé (en millions FCFA)
OPERATIONS AUTORISEES EN 2007 ET REALISEES EN 2008				
BOA NIGER	OPV	24/11/2007	OA/07-02	994,5
BOA BENIN	OPV	24/11/2007	OA/07-03	1 850
Total (I)				2 844,5
OPERATIONS AUTORISEES ET REALISEES EN 2008				
ETI (Ecobank Transnational Incorporated)	OPV	08/08/2008	OA/08-01	47 231,5
Total (II)				47 231,5
OPERATIONS AUTORISEES ET REALISEES EN 2008				
TOTAL SA	Placement étranger	09/05/2008	PEA/08-001	129,7
SOCIETE GENERALE	Placement étranger	09/05/2008	PEA/08-002	729,8
BNP PARIBAS	Placement étranger	23/07/2008	PEA/08-003	254,3
Total Placements étrangers (III)				1 113, 8
Total (I+II+III)				51 189,8

- Les émissions obligataires

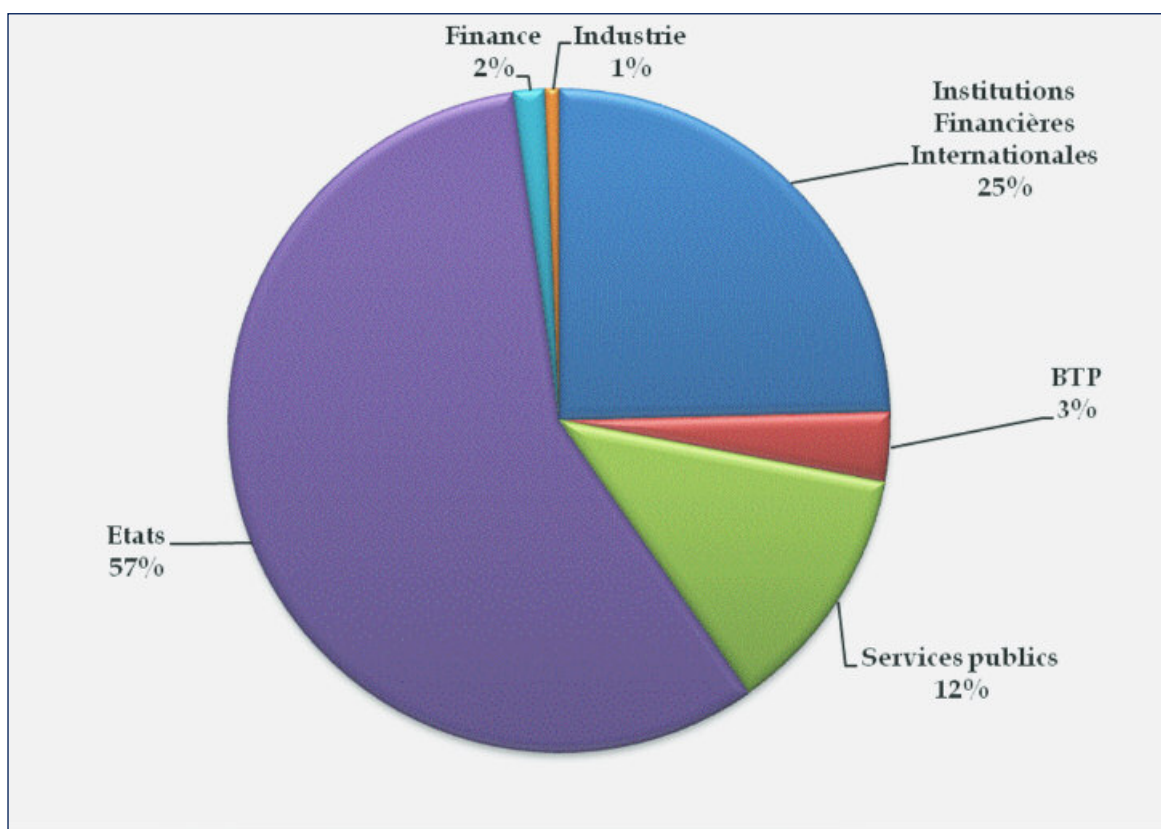
TABEAU 12 : EMPRUNTS OBLIGATAIRES DE L'ANNEE 2008

Rubriques	Dates de décisions	Types de placement	Montant Autorisé (en millions FCFA)	Montant Mobilisé (en millions FCFA)
OPERATIONS AUTORISEES EN 2007 ET REALISEES EN 2008				
NESKO 6,75% 2007-2012	01/10/2007	PP	3 000	550
TOGO TELECOM 6,25% 2007-2014	21/09/2007	APE	20 000	10 000
ECOBANK BURKINA 6,25% 2007-2012	24/11/2007	PP	2 900	1 250
Total (I)			25 900	11 800
OPERATIONS AUTORISEES ET REALISEES EN 2008				
AFD 5,25% 2008-2016	26/01/2008	APE	20 000	20 000
SHELTER-AFRIQUE 6% 2008-2014	12/08/2008	APE	8 000	2 793
TPCI 6,25% 2008-2011	29/07/2008	APE	60 000	61 416
Total (II)			88 000	84 209
Total (I+II)			113 900	96 009

APE = Appel Public à l'Epargne

PP = Placement Privé

Graphique 2 : Répartition sectorielle des financements par le marché des obligations en 2008



Au total, le montant des ressources levées sur le marché obligataire en 2008 est de 96 milliards de FCFA comprenant trois (03) opérations d'emprunts obligataires autorisées en 2007 contre 258,93 milliards de FCFA en 2007, soit un recul d'environ 63 %. La quasi-totalité des opérations autorisées en 2008 a été réalisée avant le 31 décembre 2008, avec un taux d'exécution de 92 % contre 64 % en 2007 et 23 % en 2006.

II.3.2. Le marché secondaire



Siège de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) à Abidjan en Côte d'Ivoire

• L'évolution de la BRVM en 2008

Au titre de l'année 2008, aucune nouvelle introduction en bourse n'a été enregistrée sur le compartiment actions de la BRVM. Toutefois, la BOA Niger a procédé à une augmentation de capital par incorporation de réserves. Cette opération a permis de créer 41 000 actions nouvelles assimilées aux anciennes.

En ce qui concerne le marché obligataire, quatre (4) nouvelles admissions ont été enregistrées à la cote à savoir :

- le 12 février 2008, introduction à la cote de l'emprunt obligataire « SEMA 6,85 % 2007-2012 » émis par la Société d'Équipement du Mali (SEMA), pour un montant de 5 milliards de FCFA ;

- le 21 mars 2008, introduction à la cote de l'emprunt obligataire « État du Sénégal 5,50 % 2007-2012 » émis par l'État du Sénégal, pour un montant de 55,2 milliards de FCFA ;
- le 09 mai 2008, introduction à la cote de l'emprunt obligataire dénommé « AFD 5,25 % 2008 -2016 » émis par l'Agence Française de Développement (AFD) pour 20 milliards de FCFA ;
- le 13 novembre 2008, admission à la cote de l'emprunt « TOGO Télécom 6,50 % 2007-2014 ».

Au titre de l'année 2008, trois (3) emprunts obligataires arrivés à échéance ont été radiés de la cote.

Au total, le marché des obligations comptait, au 31 décembre 2008, 29 lignes obligataires cotées.

• L'évolution des indicateurs de performance

- L'évolution des indices du marché de la BRVM

En vue d'une meilleure appréciation de l'effet de la crise, l'évolution des indices de la BRVM est appréciée trimestriellement comme suit :

Au premier trimestre 2008, l'ensemble des indicateurs du marché a enregistré une variation de plus de 15 % contre 10 % au dernier trimestre de 2007. Ce regain d'activité enregistré au niveau du marché boursier se justifiait partiellement, par des perspectives d'une meilleure conjoncture économique sous-régionale malgré la flambée des cours du pétrole et la baisse du pouvoir d'achat des populations liée à la cherté de la vie. En effet, l'indice BRVM 10 s'est établi à 263,38 points au 31 mars 2008, contre 224,85 points à fin décembre 2007, soit une progression de 17,1 %. L'indice BRVM Composite s'est maintenu au-dessus du seuil historique des 200 points. Il a enregistré durant le premier trimestre 2008, un accroissement moyen mensuel d'environ 5,1 % atteignant 231,61 points au 31 mars 2008, contre 199,45 points au 31 décembre 2007, soit une progression trimestrielle de 16,1 %.

Au cours du second trimestre 2008, la tendance haussière de l'activité de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) s'est confirmée. En effet, l'activité du marché boursier régional a progressé de 14 % en valeur mais s'est contractée de 21 % en volume par rapport au premier trimestre de 2008. Ainsi, le volume des échanges s'est établi à 7 121 145 titres correspondant à une valeur de 58,34 milliards de FCFA. Le mois de juin a été le plus animé en volume et en valeur avec 55,49 % de la valeur totale des transactions et 49 % du volume total traité. Cette performance s'est illustrée par l'évolution de l'indice BRVM 10 qui a atteint son plus haut niveau historique à 283,52 points, le 3 juin 2008. Au 30 juin 2008, il s'est affiché à 273,53 points contre 263,38 à la fin du premier trimestre, soit une progression de 3,85 %.

Durant le troisième trimestre 2008, l'activité de la BRVM a connu un début d'inversion de tendance. En effet, l'activité du marché s'est contractée de 54,9 % en valeur par rapport au trimestre précédent. Cependant, le volume des échanges sur la même période a plus que doublé. 11,9 millions de titres se sont échangés pour une valeur de 29,81 milliards de FCFA. L'évolution des différents indices enregistrés à la fin du troisième trimestre, montre que l'indice BRVM 10 s'est maintenu à 241,65 points contre 273,53 points à la fin du second trimestre,

soit une baisse de 11,65 %. Quant à l'indice BRVM Composite, il a enregistré durant le troisième trimestre une baisse moyenne de 7,15 % à 219,87 points, au 30 septembre 2008, contre 236,8 points au 30 juin 2008.

Au cours du quatrième trimestre 2008, à l'instar des marchés internationaux, la BRVM a poursuivi sa tendance baissière. Les indices du marché se sont orientés à la baisse. La capitalisation boursière du marché a été en conséquence affectée. Au 31 décembre 2008, l'indice BRVM 10 affichait 192,08 points, contre 241,65 points à la fin du troisième trimestre, soit une baisse de 20,51 %. L'indice BRVM Composite a enregistré, un repli de 18,97 % et s'est établi à 178,87 points, contre 219,87 points à la fin du troisième trimestre.

Les indicateurs de performance du marché boursier, montrent que les deux (02) indices de référence du marché, affichent au 31 décembre 2008, un recul par rapport à fin 2007. Ainsi, le BRVM 10 et le BRVM Composite ont enregistré une baisse significative de leur niveau, respectivement de 11,46 % et de 10,01 %.

- Les indices sectoriels

L'analyse des indices sectoriels permet d'évaluer les effets de la crise sur les différents secteurs d'activités. Ainsi, au titre de l'année 2008, l'évolution des indices sectoriels a révélé un repli des secteurs industrie (-0,18 %), finances (-3 %) et services publics (-23,49 %). En revanche, les secteurs que sont le transport, l'agriculture et la distribution ont connu une hausse respective de 18,82 %, 4,90 % et 22,99 % au 31 décembre 2008.

Contrairement aux marchés développés, le secteur des finances représenté par les banques n'a connu qu'une faible baisse. Ce qui témoigne de la résistance des banques de l'Union à la crise car ne détenant pas d'actifs toxiques et n'étant pas affectées par la crise de liquidité.

Le tableau ci-après présente l'évolution des indices sectoriels de 2006 à 2008 :

TABLEAU 13 : EVOLUTION DES INDICES SECTORIELS ENTRE 2006 ET 2008

Secteurs	2006	2007	2008	Variation (%) 2007/2008
Industrie	63,77	140,7	140,44	-0,18
Service public	265,88	507,04	387,90	-23,49
Finances	75,48	97,36	94,43	-3,00
Transport	152,57	248,92	295,79	18,82
Agriculture	95,98	236,54	248,14	04,90
Distribution	81,83	121,25	149,13	22,99
Autres Secteurs	85,19	84,57	61,73	-27,00

- La capitalisation boursière

Dans le sillage de la chute des indices, la capitalisation boursière du marché financier régional a enregistré au 31 décembre 2008, une baisse par rapport à fin 2007. En effet, après quatre années de croissance (2004-2007), la capitalisation boursière globale (actions et obligations) s'établit à 3 851,37 milliards de FCFA au 31 décembre 2008 soit une baisse de 10,50 % en glissement annuel. Cette tendance

est à l'image des marchés financiers internationaux qui ont subi les revers de la crise financière. Cependant, le repli du marché financier régional reste moins prononcé que ceux des marchés développés dans leur ensemble.

Les tableaux et le graphique ci-après, résument l'évolution de la capitalisation boursière de la BRVM au cours de la période 2003 - 2008 :

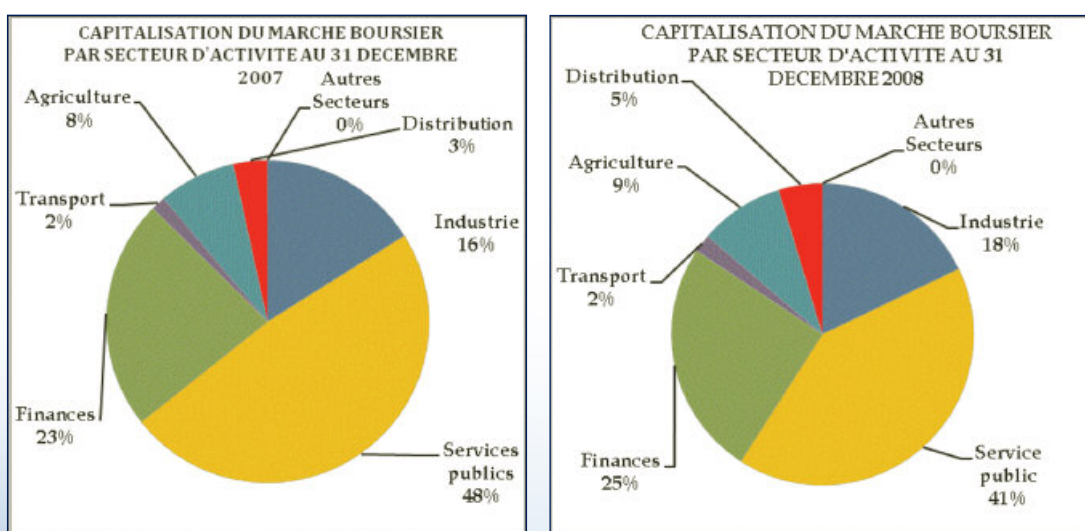
TABLEAU 14 : BRVM - EVOLUTION DES CAPITALISATIONS BOURSIERES PAR COMPARTIMENT (2003-2008), EN MILLIARDS DE FCFA

Rubriques	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Compartiment « obligations »	250	279	326	409	578	515
Compartiment « actions »	858	1 005	1 297	2 067	3 726	3 337
Total	1 108	1 284	1 623	2 476	4 304	3 852

TABLEAU 15 : BRVM - EVOLUTION DES CAPITALISATIONS BOURSIERES SECTORIELLES (2006-2008), EN FCFA

Secteurs	2006	2007	2008	Variation (%) 2007/2008
Industrie	270 885 665 755	599 351 467 650	596 598 722 325	-0,46
Service public	942 180 000 000	1 796 755 000 000	1 374 546 000 000	-23,50
Finances	616 716 448 635	860 282 453 930	842 541 526 055	-02,06
Transport	33 943 822 200	54 113 535 000	64 304 307 840	18,83
Agriculture	116 911 103 800	288 129 571 000	302 260 690 050	04,90
Distribution	85 452 477 600	126 611 961 200	155 725 036 960	22,99
Autres Secteurs	927 360 000	920 640 000	672 000 000	-27,01
Total	1 297 078 015 620	2 067 016 877 990	3 336 648 283 230	61,42

Graphique 2 : Evolution de la capitalisation boursière par secteur d'activités en 2007 et en 2008



- **Le volume et les valeurs des transactions**

Contrastant avec les indicateurs précédemment cités, le volume des transactions de la BRVM sur le marché des titres (actions et obligations) est passé de 2,78 millions en 2006 à 10,81 millions en 2007 pour s'établir enfin au 31 décembre 2008 à 35,47 millions de titres, soit 3,6 fois le niveau de 2007. Cette hausse s'explique en partie par le fractionnement des titres du Groupe Ecobank Transnational Incorporated (ETI) qui représentent 86,50 % du total des titres échangés au cours de l'année. Par ailleurs, malgré la baisse des cours, la valeur globale des transactions (actions et obligations) enregistrée à la BRVM en 2008, s'établit à 158,43 milliards de FCFA contre 83,9 milliards de FCFA au 31 décembre 2007. Cette évolution trouve sa justification dans l'attractivité des titres consécutive à la baisse des cours, la hausse du taux de rotation du capital flottant, mais aussi dans la réalisation des grandes opérations de marché comme la cession des participations d'UNILEVER CI au capital des sociétés PHCI et PALM CI (respectivement 331 160 et 3 340 852 actions).

II.4. ACTIVITÉS DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL (PDMFR)

II.4.1. Contexte

Au cours de l'année 2008, plusieurs activités ont été mises en œuvre en vue de l'approfondissement et du développement du marché financier régional dans le cadre du Projet de Développement du Marché Financier Régional (PDMFR). Le PDMFR, qui a démarré ses activités le 29 juillet 2005, comporte un volet « Assistance Technique et Appui Institutionnel » (ATAI). Ce volet est financé sous forme de dons par l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) et l'Agence Française de Développement (AFD).

II.4.2. Etat d'exécution des principales sous-composantes du volet « Assistance Technique et Appui Institutionnel »

Le PDMFR comprend quatre (04) sous-composantes à savoir :

- la dynamisation du marché financier ;
- le renforcement des capacités du Conseil Régional et des acteurs du marché;
- l'appui à la politique d'intégration régionale ;
- le développement des activités du marché secondaire.

Au cours de l'année 2008, le volet « Assistance Technique et Appui Institutionnel » a connu une restructuration qui a conduit à la mise en veilleuse de certaines activités. En effet, plusieurs actions ont été ainsi suspendues en attendant la réalisation de l'étude d'impact demandée par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Il s'agit des actions ci-après :

- la rencontre d'échanges et de sensibilisation avec les dirigeants des Chambres de Commerce et des Patronats,
- la rencontre d'échanges et de concertation avec les autorités de régulation du Ghana et du Nigéria,

- la rencontre d'échanges et de concertation avec les autorités de régulation de la zone CEMAC,
- le renforcement des capacités d'intervention des SGI,
- la traduction des textes réglementaires en anglais,
- le renforcement des capacités des agents de la bourse en anglais.

Les autres actions se sont poursuivies comme ci-dessous.

II.4.2.1. Dynamisation et accroissement de l'efficacité du marché financier

Deux grands types d'actions composent ce volet, notamment, les actions concernant le développement du marché financier régional et celles relatives aux études spécifiques devant permettre son approfondissement.

- **Promotion du marché et diffusion de la culture boursière**

Au titre de la promotion du marché et de la diffusion de la culture boursière, le CREPMF a organisé en 2008 un Forum des Banques à l'intention de leurs dirigeants (Présidents des Conseils d'Administration et Directeurs Généraux).

Cette initiative fait suite à la décision du Conseil des Ministres de l'UMOA du 17 septembre 2007, de relever le capital minimum des banques et établissements financiers, respectivement à 10 et 3 milliards de FCFA au plus tard en 2011.

L'objectif principal visé par ce forum des banques est de sensibiliser leurs organes de direction et d'administration à recourir au marché financier de l'Union pour réaliser les augmentations de capital requises. Le forum a été organisé le 7 novembre 2008 à Cotonou (Bénin), en collaboration avec la BCEAO et la BRVM, sur le thème « Recapitalisation des banques et opportunités du marché financier régional ».

Les résultats attendus du forum devraient, outre la levée de ressources par les banques de l'Union aux fins de leur recapitalisation, induire une diversification géographique des sociétés inscrites à la cote de la BRVM.

- **Diversification et adaptation des produits du marché**

La principale action inscrite à ce volet concerne les travaux relatifs à la mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation au sein de l'UEMOA.

Cinq études ont été identifiées dans le cadre de la mise en œuvre de cette action. La BCEAO, la BOAD et le CREPMF sont chargés d'entreprendre la réalisation de ces études portant respectivement sur :

- le cadre juridique nécessaire à la mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation au sein de l'UEMOA,
- la détermination de l'architecture du marché hypothécaire de l'UEMOA,
- le potentiel du marché hypothécaire de l'UEMOA,
- les mesures d'accompagnement en vue du développement du marché hypothécaire et de la titrisation au sein de l'UEMOA,
- l'amélioration et l'harmonisation des législations foncières au sein de l'UEMOA.

L'étude sur le cadre juridique nécessaire à la mise en place du marché hypothécaire et de la titrisation de l'UEMOA lancée en 2007 a été prise en charge par le CREPMF. Les principales conclusions de cette étude ont été validées lors d'un séminaire qui a réuni le Groupe de Travail constitué de la BCEAO, de la BOAD et du CREPMF, et l'ensemble des acteurs du marché financier à Lomé le 10 juillet 2008.

La mise en place de ce marché est prévue en 2009 après l'adoption des textes y relatifs par les autorités de l'Union.

- **Réforme des garanties et notation**

Une étude visant à assouplir les garanties actuellement exigées sur le marché financier de l'UEMOA pour la levée de ressources et à déterminer les conditions d'introduction d'un système de notation au sein de l'Union a été réalisée au cours de l'année 2008. Ses conclusions ont été validées lors d'un séminaire organisé à Lomé le 08 juillet 2008 et regroupant les acteurs concernés. Elles ont par ailleurs été approuvées par le Conseil Régional lors de sa session de septembre 2008. L'entrée en vigueur des nouvelles dispositions est prévue pour 2009.

- **Etude sur la tarification du marché financier régional**

Cette étude a pour objectif d'assurer la compétitivité du marché financier de l'UEMOA par rapport aux sources de financement alternatif des Etats et du secteur privé. Le processus de réalisation de cette étude a été lancé en 2008 avec un objectif d'adoption de ses conclusions en 2009.

- **Revue générale des textes du marché**

Le rapport de relecture des textes a été approuvé par le Conseil Régional en sa session extraordinaire du 26 janvier 2008. L'examen de l'Annexe a été finalisé lors de la formation des membres en mai 2008. Une consultation de place sur le Règlement Général a été organisée du 02 juin au 10 juillet 2008. La mise en vigueur des nouveaux textes est prévue en 2009.

II.4.2.2. Formation du Conseil Régional et des acteurs du marché

Cette action regroupe l'ensemble des formations dispensées à l'intention des membres du Conseil Régional et du personnel du Secrétariat Général ainsi que des acteurs du marché.

Au cours de l'année 2008, le CREPMF a organisé une session de formation pour ses membres sur le thème : « L'étendue et les limites des missions et les responsabilités des régulateurs du marché », ainsi qu'une formation à l'intention des intervenants du marché portant sur les « Techniques de Gestion de Portefeuille ». Par ailleurs, le Conseil Régional a également organisé différents stages au profit du personnel de son Secrétariat Général.

II.4.2.3. Appui à la politique d'intégration régionale

Cette sous-composante est prise en charge par la Commission de l'UEMOA et la BCEAO. L'une des actions prévues au titre de cette sous-composante est la réalisation, par la Commission de l'UEMOA, d'une étude relative à l'harmonisation de la fiscalité des valeurs mobilières au sein de l'Union. Les Termes de Référence de cette étude élaborés par la Commission de l'UEMOA en collaboration avec le CREPMF, ont été approuvés par les bailleurs de fonds et ont permis de sélectionner en 2008 le cabinet qui en aura la charge.

II.4.2.4. Développement des activités du marché secondaire

Cette sous-composante regroupe les actions visant à améliorer la diffusion des informations boursières et à organiser des campagnes de sensibilisation du public sur les activités de la BRVM. Elle comprend également des actions de formation du personnel de la BRVM et du DC/BR, la création d'un nouveau compartiment pour les entreprises de taille moyenne (PME/PMI) ainsi qu'une évaluation institutionnelle périodique des structures centrales du marché. La BRVM et le DC/BR ont poursuivi au cours de l'année 2008, les actions de formation de leurs personnels ainsi que les réflexions devant aboutir à la création du nouveau compartiment des PME/PMI.

II.5. RELATIONS INTERNATIONALES ET PARTENARIATS

Depuis sa création, le Conseil Régional inscrit son action dans une perspective internationale. Ainsi, il participe activement aux différents travaux menés à l'échelle internationale, en matière de régulation des marchés financiers notamment au sein de l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs (OICV) et de l'Institut Francophone de la Régulation Financière (IFREFI).

Sur le plan régional, le Conseil Régional travaille en étroite collaboration avec les autres Organes et Institutions de l'Union, notamment la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et la Commission de l'UEMOA sur les questions et sujets touchant le système financier de l'Union et ayant fait l'objet d'orientations spécifiques de la Conférence des Chefs d'Etat ou du Conseil des Ministres.

II.5.1. Participation aux rencontres internationales

- **L'Africa/Middle East Regional Committee (AMERC)**

Le Secrétaire Général a représenté le Conseil Régional lors de la réunion annuelle de l'AMERC qui a eu lieu du 04 au 06 mars 2008, à Tunis.

- **L'Institut Francophone de la Régulation Financière (IFREFI)**

Du 1^{er} au 03 avril 2008, se sont tenus à Monaco, la rencontre annuelle des Présidents ainsi qu'un séminaire de formation de l'Institut Francophone de la Régulation Financière (IFREFI).

- Rencontre annuelle des Présidents de l'IFREFI

Elle s'est déroulée le 03 avril 2008 et a enregistré la participation du Secrétaire Général du Conseil Régional. Cette rencontre a vu la désignation du Conseil Régional à la vice-présidence de l'Institut pour deux ans. A cette occasion, les membres de l'IFREFI ont fait l'honneur au Conseil Régional de lui confier l'organisation de la 9^{ème} réunion annuelle.

- Séminaire de formation de l'IFREFI

Les 02 et 03 avril 2008, l'IFREFI a organisé, en marge de la rencontre annuelle des Présidents, un séminaire de formation dont le thème était « Le contrôle de l'information sur les produits d'épargne collective ».

Deux Cadres du Secrétariat Général du Conseil Régional ont bénéficié de cette formation.

- **Réunions des Ministres de l'Economie et des Finances des Pays Membres de la Zone Franc**

Le Conseil Régional était représenté par son Secrétaire Général à la première réunion des Ministres des Finances et de l'Economie des pays membres de la Zone Franc qui a eu lieu à Paris, en France, les 02 et 03 avril 2008.

La seconde rencontre de l'année 2008 qui a lieu au Cameroun, à Yaoundé, les 6 et 7 octobre 2008, a également enregistré la participation du Secrétaire Général.

- **L'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs (OICV)**

- Conférence Annuelle de l'OICV

La Conférence annuelle de l'OICV s'est tenue à Paris du 26 au 29 mai 2008 et a vu la participation du Président et du Secrétaire Général du Conseil Régional.

- Séminaire annuel de formation de l'OICV

Du 18 au 21 novembre 2008, s'est tenu à Madrid (Espagne), un séminaire de formation de l'OICV sur le thème : « *L'approche contemporaine de la surveillance du marché* ».

Deux Cadres du Secrétariat Général ont bénéficié de cette formation.

- Séminaire à l'attention des régulateurs des marchés émergents

L'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs (OICV) a organisé du 8 au 10 décembre 2008 à Washington, aux USA, un séminaire de formation à l'attention des régulateurs des marchés émergents sur le thème suivant : « *l'implémentation des principes de l'OICV.* »

Deux Cadres du Secrétariat Général ont également participé à ce séminaire.

- **L'Emerging Markets Committee (EMC)**

La Conférence annuelle de l'EMC s'est tenue du 08 au 11 octobre 2008 à Marrakech (Maroc) et a vu la participation du Secrétaire Général du Conseil Régional.

- **Assemblées Annuelles de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI)**

Le Président a représenté le Conseil Régional aux Assemblées Annuelles de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI), qui se sont tenues du 11 au 13 octobre 2008 à Washington.

II.5.2. Rencontres sous-régionales

- **Séminaire organisé par la COSUMAF du 17 au 22 février 2008 à Libreville**

Le Conseil Régional était représenté à ce séminaire par le Secrétaire Général et un cadre de la Direction des Opérations Financières.

- **Groupe de Travail de la Zone Franc sur les Marchés Financiers Obligataires, tenu à Libreville du 19 au 22 février 2008**

Le Conseil Régional a participé à ce Groupe de Travail et était représenté par le Secrétaire Général et un cadre de la Direction des Opérations Financières.

- **Assemblée Générale de la FANAF**

Le Conseil Régional était représenté par le Secrétaire Général à la 32ème Assemblée Annuelle de la FANAF tenue le 26 février 2008 à Bamako.

- **Réunion de la Sous-Commission « Financement de l'Economie » tenue à Cotonou du 08 au 11 mars 2008**

Le Conseil Régional était représenté par le Président et le Secrétaire Général.

- **Séminaire de restitution des Règles Comptables Spécifiques applicables aux Intervenants Agréés du Marché Financier Régional et du Guide d'application**

Dans le cadre de l'entrée en vigueur des Règles Comptables Spécifiques applicables aux Intervenants Agréés du marché financier régional depuis le 1er janvier 2008, le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers a organisé du 24 au 25 mars 2008 à Ouagadougou, un séminaire de restitution desdites règles à l'intention des dirigeants des structures agréées du marché financier régional.

- **Groupe de Travail sur le Marché Hypothécaire**

Dans le cadre de la poursuite des travaux de cette réforme, le Conseil Régional a participé à deux rencontres conjointes avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), les 13 mai et 15 octobre 2008 au Siège de la BCEAO, à Dakar au Sénégal.

- **Participation du Conseil Régional au Forum AFRIKBOURSE**

Le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des marchés Financiers (CREPMF) a participé au Forum AFRIKBOURSE qui s'est déroulé les 23 et 24 juin 2008 à Cotonou au Bénin. Il s'agit d'un Forum régional organisé à l'initiative du Cabinet O'kapi sur le thème : « Le marché financier dans l'espace UEMOA et en Afrique : outil d'intégration et de financement du développement ».

- **Séminaire de validation des conclusions et recommandations de l'étude relative à la réforme des garanties**

Dans le cadre de la finalisation de l'étude relative à la réforme des garanties et à l'introduction de la notation sur le marché financier de l'UEMOA, le Conseil Régional a organisé, le 08 juillet 2008, à Lomé, un séminaire de validation des conclusions et recommandations de ladite étude.

- **Séminaire de validation des conclusions et recommandations de l'étude relative au cadre juridique nécessaire à la mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation au sein de l'UEMOA**

Dans le cadre de la finalisation de l'étude relative au cadre juridique nécessaire à la mise en place d'un marché hypothécaire et de la titrisation au sein de l'UEMOA, le Conseil Régional a organisé en collaboration avec la BCEAO et la BOAD, le 10 juillet 2008, à Lomé, un séminaire de validation des conclusions et recommandations de ladite étude.

- **Forum des Dirigeants des Banques**

Le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) a organisé, le 7 novembre 2008 à Cotonou, en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), un forum à l'intention des dirigeants des banques de l'Union sur les opportunités offertes par le marché financier de l'UMOA en vue de leur recapitalisation.

- **Rencontres au titre du Projet de Développement du Marché Financier Régional**

Au cours de l'année 2008, le Secrétaire Général du Conseil Régional a participé à toutes les sessions ordinaires et réunions spécifiques du Comité de Pilotage du Projet. Ces réunions ont été consacrées à l'état d'avancement du Projet, à l'identification et à la résolution des difficultés connues par les différents bénéficiaires dans la mise en œuvre des différentes actions ainsi qu'à la préparation des rencontres avec les bailleurs de fonds.

Par ailleurs, le Conseil Régional a participé à la mission des bailleurs de fonds en vue de la restructuration du Projet en juin 2008 à Lomé.

- **Signature de la convention avec la CIMA**

Le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) a signé, le 14 novembre 2008, à Lomé au TOGO, une convention de coopération et d'échange d'informations avec la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA).

La signature de cette convention s'inscrit dans le cadre de la coopération internationale prévue à l'Annexe de la Convention portant création du CREPMF.

SITUATION FINANCIERE DU CONSEIL REGIONAL

Le Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) a élaboré ses états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008, suivant les règles de tenue de la comptabilité arrêtées par le Règlement Financier du CREPMF et par le Système Comptable OHADA.

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil des Ministres de l'UMOA, conformément à l'article 47 du Règlement Financier.

III.1. LES COMPTES DE BILAN

L'évolution de la situation patrimoniale du CREPMF sur la période 2007-2008 est retracée dans le tableau ci-après :

TABLEAU 16 : BILAN EN GRANDES MASSES (EN MILLIERS DE FCFA)

Libellés	Exercice 2008	Exercice 2007	Variations
ACTIF	1 481 519	1 186 665	24,85%
Actif immobilisé	557 065	534 025	4,31%
<i>dont immobilisations corporelles</i>	512 967	486 352	5,47%
Actif circulant	770 388	246 821	212,12%
<i>dont créances et emplois assimilés</i>	752 581	237 283	217,17%
Trésorerie actif	154 066	405 819	-62,04%
Ecart de conversion actif			
PASSIF	1 481 519	1 186 665	24,85%
Capital			
Réserves			
Report à nouveau	537 828	400 150	34,41%
Résultat net	481 592	137 678	249,80%
Autres capitaux propres	264 071	319 955	-17,47%
Capitaux propres	1 283 491	857 783	49,63%
Dettes financières			
Ressources stables	1 283 491	857 783	49,63%
Passif circulant	198 028	328 882	-39,79%
Trésorerie passif			
Ecart de conversion passif			

Le total du bilan passe de 1 186,7 millions de FCFA, au 31 décembre 2007, à 1 481,5 millions de FCFA, au 31 décembre 2008, soit une hausse de 294,8 millions de FCFA, correspondant à un taux de 24,8 %.

Au niveau de l'actif, cette hausse s'analyse comme ci-après :

- une hausse de l'actif immobilisé de 23 millions de FCFA, soit une progression de 4,31% provenant essentiellement de la variation des immobilisations financières.

- une hausse de l'actif circulant de 523,5 millions de FCFA, soit 212,1 % résultant essentiellement de la hausse des créances clients. Elles sont essentiellement composées des commissions de visa facturées au titre de l'Offre Publique de Vente des actions d'Ecobank Transnational Incorporated (ETI) réalisée en fin d'année, et des redevances de contrôle des opérations de bourse du quatrième trimestre 2008.
- une baisse de 62 % des ressources de trésorerie qui passent de 405,8 millions de FCFA, au 31 décembre 2007, à 154,1 millions de FCFA, au 31 décembre 2008.

Au niveau du passif, la hausse provient essentiellement de l'augmentation des ressources stables de plus de 425 millions de FCFA, du fait du résultat net bénéficiaire de l'exercice qui s'élève à 481,6 millions de FCFA, contre 137,7 millions de FCFA à la fin de l'exercice précédent.

III.2. LES COMPTES DE RÉSULTAT

L'évolution des comptes de résultat du CREPMF de 2007 à 2008 est la suivante :

TABLEAU 17 : COMPTES DE RESULTAT EN GRANDES MASSES (EN MILLIERS DE FCFA)

Libellés	Exercice 2008	Exercice 2007	Variations
Travaux, Services vendus	879 795	391 945	124,47%
Autres achats	37 859	31 560	19,96%
<i>Variations de stocks (+ ou -)</i>	-8 269	-4 226	-95,67%
Transports	118 404	102 304	15,74%
Services extérieurs	441 709	378 514	16,70%
Autres charges	69 995	59 693	17,26%
Subventions d'exploitation	648 443	674 498	-3,86%
Autres produits	29 166	38 285	-23,82%
Valeur ajoutée	897 706	536 883	67,21%
Charges de personnel	392 155	384 129	2,09%
Excédent brut d'exploitation	505 551	152 754	230,96%
Dotations aux amortissements et aux provisions	79 085	67 321	17,47%
Résultat d'exploitation (+ ou -)	426 466	85 433	399,18%
Résultat financier (+ ou -)	86	0	
Résultat des activités ordinaires (+ ou -)	426 552	85 433	399,28%
Résultat Hors Activités Ordinaires (HAO) (+ ou -)	55 040	52 245	5,35%
RESULTAT NET (+ ou -)	481 592	137 678	249,80%

Le résultat net de l'exercice a augmenté de 249,8 %, soit 343,9 millions de FCFA et s'explique essentiellement par la hausse du résultat d'exploitation de 341 millions de FCFA, soit un taux de 399,2 %.

Cette hausse résulte d'une augmentation des charges de 111,6 millions de FCFA, accompagnée d'une progression plus importante des produits d'exploitation pour un montant de 452,7 millions de FCFA.

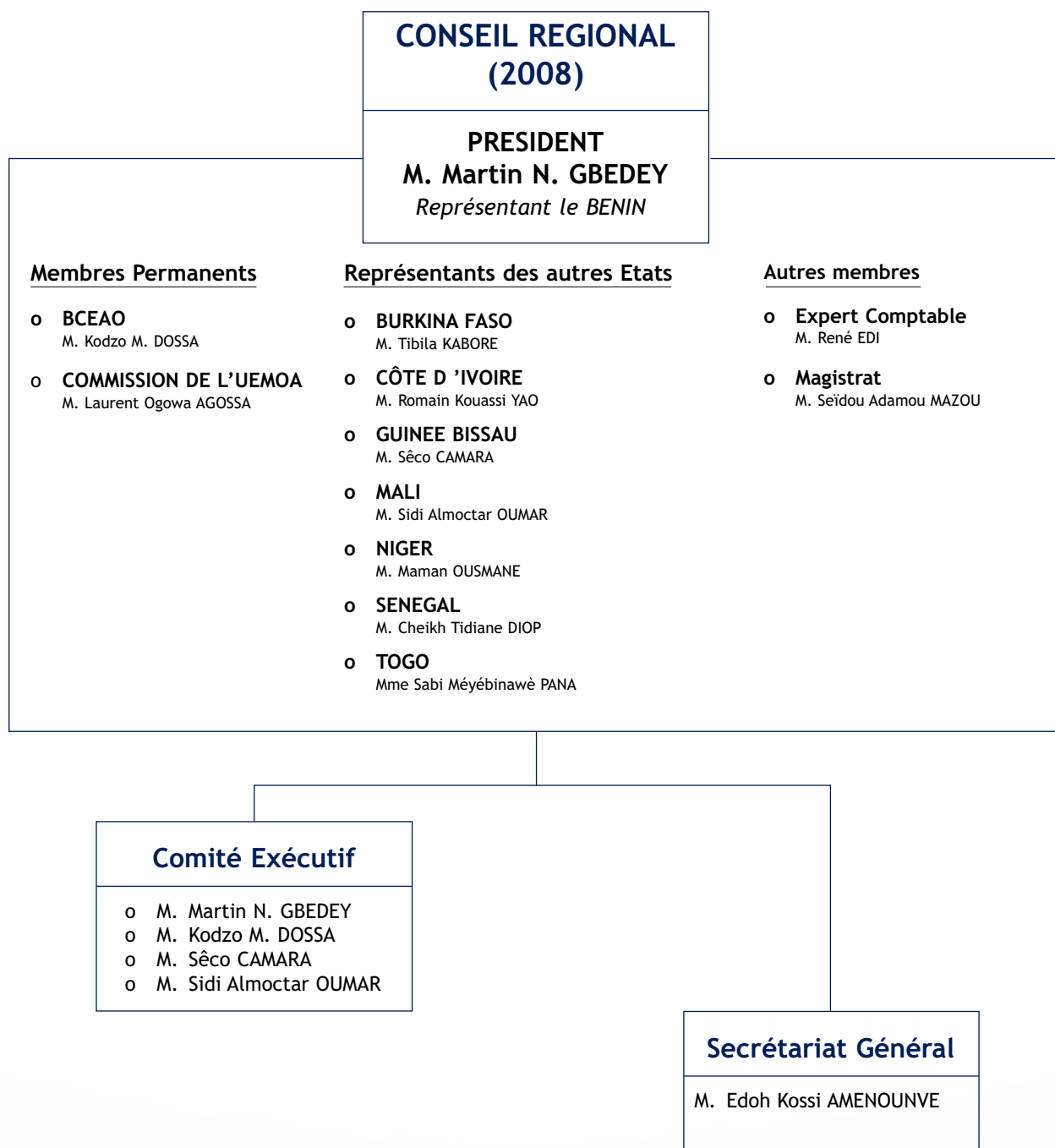
III.3. LE CONTRÔLE PAR LA COUR DES COMPTES

En application des dispositions de l'article 17 de l'Annexe portant composition, organisation, fonctionnement et attributions du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers, la Cour des Comptes de l'UEMOA a procédé au contrôle des comptes du CREPMF pour l'exercice 2008, du 23 mars au 04 avril 2009.

A l'issue de ses vérifications, et après avoir formulé certaines recommandations dans son rapport de contrôle, la Cour des Comptes a certifié, sans réserve, la fiabilité, la régularité et la sincérité des états financiers du CREPMF clos le 31 décembre 2008 qui reflètent une image fidèle de la situation financière et du patrimoine de l'Organe.

ANNEXES

Annexe 1 : Organisation du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers



Annexe 2 : Situation financière des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation au 31 décembre 2008 (en millions de FCFA)

N°	SOCIETE	Total Bilan			Capital			Fonds Propres			Produits d'exploitation			Charges d'exploitation			Résultats d'exploitation			Résultat net		
		2006	2007	2008*	2006	2007	2008*	2006	2007	2008*	2006	2007	2008*	2006	2007	2008*	2006	2007	2008*	2006	2007	2008*
1	SOGEBOURSE	3 128	3 558	3 900	150	150	150	1 131	1 354	1 752	1 327	1 629	2 287	369	439	572	958	1 190	1 715	700	882	1 290
2	HUDSON & Cie	456	1 389	1 580	290	290	442	297	515	550	404	712	786	282	469	728	122	243	59	122	218	32
3	BICIBOURSE	5 096	4 147	6 682	700	700	700	1 253	844	1 790	1 394	1 613	2 503	750	750	1 372	644	863	1 131	416	629	821
4	S.B.I.F.	2 512	1 578	6 714	225	225	225	851	549	299	1 221	645	490	353	518	486	868	127	4	536	193	3
5	ACTIBOURSE	4 085	2 229	3 456	300	300	300	584	703	869	590	862	797	296	437	766	294	425	31	182	262	14
6	E.I.C. BOURSE	2 013	2 188	44 698	300	300	300	1 438	557	1 172	771	1 130	1 424	361	404	665	410	726	760	348	530	585
7	AFRICAIN DE BOURSE	759	890	997	300	300	300	710	790	880	210	250	277	79	117	124	131	133	152	123	101	119
8	CGF BOURSE	2 255	4 922	4 395	150	150	750	866	954	969	1 244	1 096	1 090	972	816	1 003	272	280	87	184	217	124
9	BIAO FINANCE & ASSOCIES	1 415	2 155	2 831	200	200	200	220	434	471	225	267	257	14	137	172	211	130	85	53	94	79
10	SGI MALI	4 212	2 016	2 933	387	387	388	570	681	918	283	330	475	170	162	118	113	168	357	70	110	219
11	SGI TOGO	3 329	3 852	3 873	420	420	420	648	813	813	928	834	971	607	460	552	321	374	419	173	200	244
12	B. F. S.	1 169	1 138	2 153	350	350	350	495	560	622	142	307	344	135	159	189	7	148	155	77	99	109
13	SGI BENIN	1 321	1 727	3 904	500	500	500	675	742	967	384	454	813	139	180	259	245	274	554	144	168	375
14	CITICORP	431	834	762	200	200	200	428	662	646	22	349	15	20	28	29	2	321	-14	-32	234	-16
15	SGI NIGER	247	295	692	117	117	200	156	129	107	31	34	59	58	129	80	-27	-95	-21	-26	-74	-22
16	ATLANTIQUE FINANCE	1 375	1 767	2 628	210	210	210	308	549	807	325	893	1 227	301	567	879	24	326	348	61	272	259
17	BMCE CAPITAL	3 282	3 766	2 501	533	533	533	1 442	2 024	1 432	1 448	1 438	554	967	840	928	481	598	-374	300	582	-379
18	IMPAXIS SECURITIES	167	229	1 405	170	170	170	155	169	216	35	49	56	30	34	16	5	15	40	4	14	40
19	BNI FINANCES	907	1 148	1 514	200	200	200	718	697	881	534	748	656	341	389	442	193	331	255	122	237	185
20	AFRICABOURSE	317	315	1 415	160	160	160	95	153	176	62	181	195	64	122	145	-32	59	50	-30	59	23
Total		38 476	40 143	99 033	5 862	5 862	6 698	13 040	13 879	16 337	11 580	13 821	15 276	6 308	7 157	9 525	5 242	6 639	5 793	3 527	5 027	4 104

Annexe 3 : Missions d'inspection réalisées en 2008

Structures Centrales

Société	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
DC/BR	Côte d'Ivoire	13 octobre 2008	17 octobre 2008	Global
BRVM	Côte d'Ivoire	20 octobre 2008	24 octobre 2008	Global

Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI)

Société	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
SGI Niger	Niger	28 janvier 2008	2 février 2008	Global
Impaxis Securities	Sénégal	25 février 2008	29 février 2008	Global
Atlantique Finance	Côte d'Ivoire	3 mars 2008	7 mars 2008	Global
Hudson & Cie	Côte d'Ivoire	16 juin 2008	20 juin 2008	Global
BNI FINANCES	Côte d'Ivoire	23 juin 2008	27 juin 2008	Global
SGI TOGO	Togo	3 novembre 2008	7 novembre 2008	Global
ACTIBOURSE	Bénin	10 novembre 2008	14 novembre 2008	Global
Bibe Finance & Securities	Bénin	17 novembre 2008	21 novembre 2008	Global

Sociétés de Gestion d'OPCVM (SGO)

Société	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
SOAGA	Bénin	22 avril 2008	2 mai 2008	Global
SOGESPAR	Côte d'Ivoire	7 juillet 2008	11 juillet 2008	Ciblé

OPCVM

Société	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
SICAV-Abdou DIOUF	Bénin	22 avril 2008	2 mai 2008	Global
SOGVALOR	Côte d'Ivoire	7 juillet 2008	11 juillet 2008	Ciblé
SOGEAVENIR	Côte d'Ivoire	7 juillet 2008	11 juillet 2008	Ciblé

Apporteurs d'Affaires (AA)

Société	Pays	Date début	Date fin	Type de mission
Monsieur Samad OSSENI	Bénin	29 avril 2008	29 avril 2008	Global
Monsieur Eric KOFFI	Côte d'Ivoire	3 juin 2008	3 juin 2008	Global

Annexe 4 : Evolution des indices boursiers des places financières africaines en 2008 (plus fortes hausses et baisses)

Pays	Indice boursier	Rendement annuel de l'indice	
	Nom	Monnaie locale	Dollars US
Ghana	DSI	+58 %	+22 %
Malawi	DOMESTIC	+26 %	+25 %
Tanzanie	COMPOSITE	+21 %	+4 %
UEMOA (BRVM)	COMPOSITE	-10 %	-14,73 %
Ile Maurice	SEMDEX	-36 %	-45,41 %
Nigeria	ALL SHARE	-45 %	-53%
Egypte	CASE 30	-56 %	-56 %

Source: Bloomberg (Databank Group Research, Accra (Ghana), www.africanfinancialmarkets.com)

Annexe 5 : Bilan au 31 décembre 2008 du CREPMF

Réf.	ACTIF	Brut	Exercice N	Net	Ex. N - 1
			Amort. / Prov.		Net
	ACTIF IMMOBILISE (I)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement				
AY	Charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement				
AF	Brevets, licences, logiciels	67 947 403	55 005 108	12 942 295	20 736 465
AG	Fonds commercial				
AH	Autres immobilisations incorporelles				
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains				
AK	Bâtiments	330 430 957	144 982 240	185 448 717	308 040 231
AL	Installations et agencements	358 475 314	164 179 658	194 295 656	64 239 932
AM	Matériel	281 636 893	176 211 275	105 425 618	114 071 836
AN	Matériel de transport	82 968 624	55 172 095	27 796 529	
AP	Avances et acomptes versés sur immo.				26 142 130
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation				
AS	Autres immobilisations financières	31 156 170		31 156 170	794 251
AW	----- (I) dont H.A.O. : Brut : 1 088 000 Net : 306 564				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	1 152 615 361	595 550 376	557 064 985	534 024 845
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O				
BB	Stocks				
BC	Marchandises				
BD	Matières premières et autres approvisionnements	17 806 831		17 806 831	9 537 508
BE	En-cours				
BF	Produits fabriqués				
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	80 000		80 000	6 405 366
BI	Clients	611 741 723		611 741 723	58 874 352
BJ	Autres créances	140 759 288		140 759 288	172 004 009
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	770 387 842		770 387 842	246 821 235
	TRESORERIE-ACTIF				
	Titres de placement				
BQ	Valeurs à encaisser	141 788		141 788	90 000
BR	Banques, chèques postaux, caisse	153 924 461		153 924 461	405 729 561
BS	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	154 066 249		154 066 249	405 819 561
BT	Ecarts de conversion-Actif (IV)				
BU	(perte probable de change)				
BZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	2 077 069 452	595 550 376	1 481 519 076	1 186 665 641

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital		
CB	Actionnaires capital non appelé		
CC	Primes et Réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion		
CE	Ecarts de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles		
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau + ou -	537 827 985	400 150 041
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	481 591 863	137 677 944
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	264 071 681	319 955 485
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 283 491 529	857 783 470
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (I)		
DA	Emprunts		
DB	Dettes de crédit-bail et contrats		
DC	Dettes financières diverses		
DD	Provisions financières pour risques et charges		
DE	(I) dont H.A.O. :...		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)		
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	1 283 491 529	857 783 470
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	8 812 251	121 458 112
DI	Clients, avances reçues	250 000	
DJ	Fournisseurs d'exploitation	166 588 043	187 298 943
DK	Dettes fiscales		
DL	Dettes sociales	19 250 683	19 958 116
DM	Autres dettes	3 126 570	167 000
DN	Risques provisionnés		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	198 027 547	328 882 171
	TRESORERIE-PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte		
DR	Banques, crédits de trésorerie		
DS	Banques, découverts		
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)		
DV	Ecarts de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		
DZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 481 519 076	1 186 665 641

Annexe 6 : Comptes de Résultat au 31 décembre 2008 du CREPMF

Réf.	CHARGES	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITES D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises		
RB	- Variation de stocks (- ou +)		
	<i>(Marge brute sur marchandises voir TB)</i>		
RC			
	Achats de matières premières et fournitures liées		
RD	- Variation de stocks (- ou +)		
	<i>(Marge brute sur matières voir TG)</i>		
RE	Autres achats	37 859 671	31 559 869
RH	- Variations de stocks (- ou +)	-8 269 323	-4 226 038
RI	Transports	118 403 662	102 303 922
RJ	Services extérieurs	441 709 151	378 513 491
RK	Impôts et taxes		
RL	Autres charges	69 995 000	59 693 056
RP	<i>(Valeur ajoutée voir TN)</i>		
	Charges de personnel (1)	392 155 094	384 129 081
	(1) dont personnel extérieur 1 400 000 / 450 000		
RQ	<i>(Excédent brut d'exploitation voir TQ)</i>		
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	79 084 758	67 321 346
RW	Total des charges d'exploitation	1 130 938 013	1 019 294 727
	<i>(Résultat d'exploitation voir TX)</i>		
9	ACTIVITES FINANCIERES		
SA	Frais financiers		
SC	Pertes de change		
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF	Total des charges financières		
	<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH	Total des charges des activités ordinaires	1 130 938 013	1 019 294 727
	<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	1 342 578	
SL	Charges H.A.O.		
SM	Dotations H.A.O.		
SO	Total des charges H.A.O.	1 342 578	
	<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat		
SS	Total participation et impôts		
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	1 132 280 591	1 019 294 727
	<i>(Résultat net voir UZ)</i>		

Réf.	CHARGES	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITES D'EXPLOITATION		
TA	Ventes de marchandises		
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES		
TC	Ventes de produits fabriqués		
TD	Travaux, services vendus	879 795 162	391 944 782
TE	Production stockée (ou déstockage)		
TF	Production immobilisée (- ou +)		
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES 879 795 162/391 944 782		
TH	Produits accessoires		
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (TA+TC+TD+TH) 879 795 162/391 944 782		
TJ	(1) dont à l'exportation		
TK	Subventions d'exploitation	648 442 727	674497635
TL	Autres produits	29 166 521	38 285 674
TN	VALEUR AJOUTEE 897 706 249/536 883 791		
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION 505 551 155/152 754 710		
TS	Reprises de provisions		
TT	Transferts de charges		
TW	Total des produits d'exploitation	1 557 404 410	1 104 728 091
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION 426 466 397/85 433 364 Bénéfice (+) ; Perte (-)		
	ACTIVITES FINANCIERES		
UA	Revenus financiers		
UC	Gains de change	85 733	
UD	Reprises de provisions		
UE	Transferts de charges		
UF	Total des produits financiers	85 733	
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -) 85 733/		
UH	Total des produits des activités ordinaires	1 557 490 143	1 104 728 091
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1) (+ ou -) 426 552 130/ 85 433 364		
UJ	(1) dont impôt correspondant /		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK	Produits des cessions d'immobilisation	498 507	
UL	Produits H.A.O.		
UM	Reprises H.A.O.	55 883 804	52 244 580
UN	Transferts de charges		
UO	Total des produits H.A.O.	56 382 311	52 244 580
UP	RESULTAT H.A.O. (+ ou -) 55 039 733 / 52 244 580		
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	1 613 872 454	1 156 972 671
UZ	RESULTAT NET 481 591 863/137 677 944 Bénéfice (+) ; Perte (-)		

Annexe 7 : Tableau d'évolution du nombre d'acteurs entre 2004 et 2008

Années		2004	2005	2006	2007	2008
Types d'acteurs						
Bourse		1	1	1	1	1
Dépositaire Central/Banque de Règlement		1	1	1	1	1
Sociétés de Gestion et d'Intermédiation		19	20	20	20	21
Sociétés de Gestion de Patrimoine		0	1	1	2	1
Sociétés de Gestion d'OPCVM		4	4	6	6	8
Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières	SICAV	1	2	1	1	1
	FCP	7	7	9	10	15
Banques Teneurs de Comptes Conservateurs		4	1	1	1	4
Apporteurs d'Affaires		4	4	6	3	4
Démarcheur		0	0	1	0	0
Total		41	41	45	45	56



ZEN Création

Graphisme - Edition - Cadeaux d'Entreprise - Régie Publicitaire - Site web

• 06 B.P. 1404 Abidjan 06 • Tél.: (225) 22.42.40.90 / 22.42.52.15 • Fax : (225) 22.42.63.19
• info@zen-creation.net • www.zen-creation.net